



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2512
23 septembre 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Alstom, profiteur et licencieur Gouvernement et politiciens complices



**Le patriotisme
économique**

**Une tromperie
politique**

**Nathalie Arthaud
en campagne**

**À Paris, meeting
le 30 septembre**



Alstom, profiteur et licencié, gouvernement et politiciens complices

Alstom, qui a annoncé la fermeture de son usine ferroviaire de Belfort, gagne beaucoup d'argent. Il a largement de quoi garantir tous les emplois. En 2014, l'entreprise a vendu sa branche énergie à General Electric, et les actionnaires, à commencer par Bouygues, ont récupéré 3,2 milliards d'euros. Alstom a fait au total 6 milliards d'euros de profits en dix ans. Garantir les revenus de ses 480 salariés de Belfort lui coûterait peut-être 15 millions d'euros par an, une brouille. Mais pour ces capitalistes, ce qui compte, c'est d'augmenter encore les dividendes. Quitte, non seulement à supprimer des emplois, mais aussi à frapper l'économie de toute une ville.

Ce groupe mondial a un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et se vantait récemment d'avoir décroché d'énormes contrats aux États-Unis et en Inde. Il fait dépendre la survie de l'usine de Belfort d'éventuelles commandes. C'est scandaleux. L'emploi et la vie des salariés n'ont pas à dépendre des aléas du marché. C'est aux actionnaires de les assumer. Pendant la contestation de la loi El Khomri, on a entendu tous les politiciens bourgeois – FN compris – parler de « prise d'otages » de la part des cheminots ou des salariés des raffineries. Aujourd'hui, pas un ne dénonce la direction d'Alstom et la cupidité de ses actionnaires !

Devant l'émotion, le gouvernement s'agite. Ce qui le préoccupe, ce ne sont pas 400 ou 500 chômeurs de plus : depuis qu'Hollande est président, leur nombre a augmenté d'un million ! Ce qui l'inquiète, c'est l'effet produit sur l'électorat. Alors, il essaie de faire croire qu'il a la main. Il a déjà arrosé Alstom d'argent public en prenant une part du capital en 2014 et en le faisant bénéficier d'aides généreuses (CICE, Crédit impôt recherche) et de baisses de charges. Tous ces cadeaux ont été faits sans aucune contrepartie de la part des actionnaires, qui restent libres de licencié comme ils l'entendent. Lundi 19 septembre, Hollande assurait que « *tout sera fait pour maintenir le site de Belfort* », mais la direction confirmait la fermeture de l'usine au personnel. On ne saurait mieux voir ainsi qui dirige et qui brasse du vent.

La droite et le FN expliquent qu'ils garantiraient l'avenir de l'usine s'ils étaient au pouvoir. Quels menteurs ! Sarkozy dit qu'il a sauvé Alstom en 2004. Mais si les profits furent redressés, ce fut avec des milliers de licenciements. Et qu'on se rappelle Continental, PSA Aulnay ou Florange : les hommes

politiques s'agitent, les capitalistes décident.

Plusieurs politiciens, comme Dupont-Aignan ou Montebourg, embouchent les trompettes du « patriotisme économique ». Quelle hypocrisie ! La seule patrie des capitalistes, c'est le portefeuille. Alstom produit et vend du matériel aux quatre coins du monde. Marion Maréchal-Le Pen accuse le gouvernement d'avoir laissé la SNCF passer des commandes au canadien Bombardier ? Mais c'est à Crespin, dans le Nord, que ce concurrent d'Alstom fabrique ses trains ! Le « produire français » est un leurre qu'on tend aux travailleurs pour les détourner des vrais responsables : les capitalistes.

Le Pen ou Mélenchon proposent de nationaliser Alstom Transport. Mais à quelles conditions ? Les capitalistes ne sont pas opposés aux nationalisations grassement indemnisées, comme la gauche en fit beaucoup au début des années Mitterrand. L'État modernise, investit, puis privatise des firmes de nouveau profitables. Pour les capitalistes, c'est gagnant-gagnant ! Parler de nationalisation sans préciser qu'elle doit être sans indemnité ni rachat, et sous le contrôle des salariés, c'est tromper les travailleurs.

Désigner comme responsables l'Union européenne ou l'Allemagne revient à exonérer les actionnaires d'Alstom de leurs responsabilités !

Et Alstom n'est que la partie émergée de l'iceberg. Depuis cet été, 5 000 suppressions d'emplois ont été annoncées chez SFR, 486 chez HSBC, 170 chez Hitachi, 231 chez Philips, 200 chez Tilly Sabco, 134 chez Gefco, 240 chez Noyon, 600 chez Servier, 125 à la Société générale, etc. Tous les commentateurs parlent de « reprise ». Mais si les profits et la Bourse flambent, c'est à cause des licenciements, de la précarité et des bas salaires.

En réalité, il n'y a pas, dans le système capitaliste, de solution à la rapacité des actionnaires. En revanche, il y aurait des mesures d'urgence à prendre : interdire les licenciements et prendre sur les profits pour préserver les emplois. Ces mesures élémentaires, le gouvernement et les bonimenteurs les refusent, parce qu'ils ne veulent pas s'en prendre aux plus riches. Ce sont pourtant des objectifs essentiels pour les travailleurs. Pour les imposer, ils ne pourront compter sur aucun politicien bourgeois, mais uniquement sur leurs luttes et sur leur détermination.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Sarkozix, le fils de capitalix	4
Le Pen à Fréjus : candidate contre les travailleurs	4
Matériel électoral : vers la fin de l'envoi papier ?	4
Conseillers ministériels et élyséens : grand recyclage	4
Alstom : le leurre de la nationalisation	5
Patriotisme économique : intérêt du capital	5
Migrants : liberté de circulation et d'installation !	6
Évacuation des réfugiés : la politique du mépris	6
Mal-logement : un quart de la population touché	6
Hausse des péages : cadeau à Vinci, Eiffage & Co	7
Impôts locaux : au profit de qui ?	7
Rentrée universitaire : plus d'étudiants et moins de moyens	7
Lycée René-Cassin – Gonesse	7
Valls : quatre ans pour les riches, quatre lignes pour les pauvres	12
Restos du Cœur – Rochefort : la pauvreté bat des records	12
Vente de Rafale à l'Inde : Hollande VRP de Dassault	12
École La Joncasse – Toulouse	12
Guadeloupe : meurtre d'un lycéen sur fond de délabrement social	16
DANS LE MONDE	
Grèce : réfugiés, une catastrophe prévisible	8
Centrafrique : les affrontements continuent	8
Gasol toxique en Afrique	8
États-Unis : à Chicago, la population empoisonnée	9
Michigan : faire entendre la voix des travailleurs	9
Les Sioux contre un oléoduc	9
Russie : derrière la non-surprise électorale	10
Les droits des femmes en ligne de mire	10
Belgique : Caterpillar	11
Bayer achète Monsanto	11
Syrie : cinq jours de trêve, cinq ans de guerre	16
Brésil : Lula dans la tourmente	16
ENTREPRISES	
Alstom – Belfort	5
Raynal et Roquelaura	11
La Poste – Lille	13
La Poste – Le Havre	13
FVM – Villers-la-Montagne	13
Sotralentz – Drulingen	13
Michelin – Ladoux	13
Viande : la grande distribution se fait du gras	13
Chambéry – affaire Tefal	14
Conseil départemental du Nord	14
La Poste – Tulle	14
Grenoble : agents municipaux dans la rue	14
Arkema – Pierre-Bénite	15
Continental : rassemblement festif de fin de conflit	15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Le 15 septembre : des manifestations réussies

Les manifestations organisées le 15 septembre dans tout le pays ont à nouveau permis à des milliers de travailleurs d'exprimer leur opposition à la loi travail.

Selon la CGT, 170 000 manifestants ont défilé, dont 40 000 à Paris. Même si les chiffres donnés par la police sont comme toujours inférieurs à ceux des syndicats, elle a cependant reconnu qu'il y avait plus de monde qu'aux trois dernières journées d'action, qui avaient eu lieu avant les congés d'été.

Le fait que des dizaines

de milliers de personnes se soient mobilisées pour dire qu'elles n'acceptaient plus de subir les attaques d'un gouvernement aux ordres du patronat est un encouragement pour tous les travailleurs. Cette journée du 15 septembre aura montré que la colère et la combativité des travailleurs contre la loi El Khomri ne sont pas éteintes et que les patrons trouveront face à eux des travailleurs qui refusent de courber l'échine devant leurs diktats.

M.L.



Dans la manifestation du 15 septembre à Paris.

Violences policières

Lors de la manifestation du 15 septembre à Paris, Laurent Theron, 46 ans, secrétaire médical travaillant à l'hôpital de Créteil et militant syndical, a perdu l'usage d'un œil après avoir été blessé par un éclat de grenade tiré par la police.

D'autres manifestants avaient déjà été grièvement blessés au cours des manifestations de ces derniers mois. En avril, un manifestant à Rennes avait perdu lui aussi l'usage d'un œil

et un autre à l'issue de la manifestation du 26 mai à Paris est resté plusieurs jours dans le coma.

Depuis le début des manifestations contre la loi travail, la police déploie

un véritable arsenal: matraques, grenades lacrymogènes, grenades de désencerclement, flash-balls, qui sont systématiquement utilisés dans le but d'intimider les manifestants.

À cela s'ajoutent des interpellations assorties de coups, des manifestants entraînés par terre, insultés. Une dizaine de plaintes à l'IGPN, la police des polices, ont été déposées par des

manifestants ou leurs familles depuis le début du mouvement, y compris celle de Laurent Theron.

Sous prétexte d'état d'urgence, le gouvernement fait intervenir police et gendarmerie de façon provocante et agressive lors des manifestations. Les médias se chargent ensuite d'insister sur les « violences », et montrent complaisamment les images de

manifestations lourdement encadrées par la police.

Dans ce système qu'on nous présente comme démocratique, le pouvoir n'a pas hésité à faire usage de la répression face aux manifestants. C'est une des leçons du mouvement de ces derniers mois, dont les jeunes et les moins jeunes sauront se souvenir.

Gaëlle Régent

Avec Nathalie Arthaud : faire entendre le camp des travailleurs

Les politiciens de droite ou de gauche ont tous gouverné pour le

compte du patronat, tandis que Le Pen aspire à la même chose. Ils n'imaginent pas un autre système que ce capitalisme où une classe d'exploités enrichit une classe d'exploiteurs.

Face à la crise, ils n'imaginent pas d'autre politique que celle qui consiste à aider le patronat. Celle qui consiste à baisser le prétendu coût du travail et à accroître la compétitivité et les profits. Mais c'est toujours sur le dos des travailleurs que cela se fait.

Choisir parmi ces candidats-là reviendrait à désigner celui qui nous

portera les coups à partir de mai 2017. C'est accepter par avance d'être trompés et sacrifiés. Ne participons pas à cette duperie! Mais puisqu'on nous demande de nous exprimer et qu'il est possible de le faire au premier tour, profitons-en.

Il faut que les travailleurs, les chômeurs prennent la parole et mettent en avant leurs préoccupations, leurs intérêts et leurs besoins. Face à l'attaque qu'a constituée la loi El Khomri, des centaines de milliers de travailleurs ont retrouvé le courage et l'envie de se défendre et de

revendiquer leurs droits. Il faut le faire aussi sur le terrain politique.

Les travailleurs doivent affirmer la nécessité d'interdire les licenciements, de répartir le travail pour que chacun ait un emploi, d'augmenter les salaires et les retraites.

Le vote pour Nathalie Arthaud sera sans ambiguïté, il affirmera que les travailleurs appartiennent à un camp dont les intérêts sont opposés à ceux du patronat. Ce sera un vote de dignité et de conscience ouvrière car la société peut se passer de la bourgeoisie,

mais pas des travailleurs qui font tout tourner et produisent toutes les richesses.

Meeting de Nathalie Arthaud
Vendredi 30 septembre à 20 h 30
à Paris
Cirque d'hiver-Bouglione
110, rue Amelot 75011
Métros Filles-du-Calvaire et Oberkampf

Suivez Nathalie Arthaud :
• Sur son blog : www.nathalie-arthaud.info
• Sur Facebook : @nathaliearthaud
• Sur Twitter : @n_arthaud



AGENDA Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

24 et 25 septembre
Espace Mosaïque
à Saint-Priest
Allocution de Nathalie Arthaud le samedi à 20 h 30

Toulouse

24 et 25 septembre
Hall 8,
Parc des Expositions
Allocution de Nathalie Arthaud le dimanche à 15 heures

Tours

Samedi 1^{er} octobre
Salle des Fêtes
de Saint-Pierre-des-Corps
Allocution
de Nathalie Arthaud à 19 heures

Lille

Samedi 8 octobre
Espace Concorde
à Villeneuve-d'Ascq
Allocution de Nathalie Arthaud à 19 heures

Rennes

Samedi 8 octobre
Carrefour 18, 7, rue d'Espagne,
métro Henri-Fréville

Fleury-les-Aubrais

Samedi 15 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des Bicharderies

Besançon

Samedi 15 octobre
à partir de 15 heures
Salle de la Malcombe

Le Mans

Samedi 15 octobre
à partir de 17 heures
Salle Pierre-Guédou,
rue du Pont

Saint-Denis-de-la-Réunion

Samedi 15 octobre
Meeting à 18 heures,
puis fête
Salle Candin

Ses ancêtres les Gaulois : Sarkozy, le fils de capitalix

Jour après jour, Sarkozy creuse son sillon pour se distinguer de ses concurrents de droite. L'ancien président se veut le plus anti-immigrés de la bande. Il assimile donc sans vergogne immigration et terrorisme tout en opposant une partie de la population, réputée d'origine étrangère, à une autre, censée descendre des Gaulois.

Ses lieutenants, Wauquiez et Ciotti, en rajoutent pour présenter les immigrés comme source de tous les maux de la société. Le premier est « entré en résistance »... contre l'arrivée de quelques centaines de réfugiés expulsés de la jungle de Calais dans « sa » région. Le second débite à jet continu les préjugés antimusulmans. Les autres politiciens de droite embouchent la même trompette, avec plus ou moins de retenue selon la cible électorale recherchée. Les quelques dizaines de milliers de migrants qui parviennent à

arriver en France, et dont un bon nombre ont pour seul objectif de gagner la Grande-Bretagne, ne sont qu'un prétexte. Ces politiciens estiment que la xénophobie leur apportera des voix aux prochaines élections, ils la répandent donc et, sous prétexte d'en être l'écho, s'en font le porte-voix et la caution.

Sarkozy et les siens, comme Le Pen avant eux, voudraient diviser les travailleurs en fonction de leurs origines ou de leur religion, réelle ou supposée. Mais la classe ouvrière, en France comme ailleurs,

est le résultat de centaines d'années de migrations, d'unions « mixtes » renouvelées de génération en génération. Les nouveaux arrivants n'échapperont pas à cette règle qui veut que Juliette rencontre Roméo malgré tous les Sarkozy du monde.

Quant aux travailleurs, leur culture et leur identité sont communes dans le monde entier : c'est l'exploitation, le travail salarié, le règne de la marchandise et du capital, l'inquiétude quotidienne du prolétaire qui cherche à vendre sa force de travail. Un migrant venu du bout du monde et un prolétaire de France sont du même côté de la barrière. De l'autre, il y a tous les Sarkozy et ceux qu'ils servent, les capitalistes.

Paul Galois

Le Pen à Fréjus : candidate contre les travailleurs

« Au nom du peuple ». Tel sera le slogan de Marine Le Pen en vue de la présidentielle de 2017.

Elle l'a mis en avant lors du rassemblement du Front national à Fréjus, le dimanche 19 octobre. Mais dans le discours qu'elle a prononcé à cette occasion, sa volonté d'exonérer le patronat de toute responsabilité dans les difficultés qui frappent les couches populaires montrait qu'elle est une candidate de la bourgeoisie, comme ceux qui seront finalement choisis par le PS ou la droite.

Quand Marine Le Pen parle « des salariés privés de leurs emplois par des offensives de pillage économique », c'est pour en rendre responsable « l'économie sous contrôle de l'étranger ». Quand elle évoque les fermetures d'usines, c'est pour parler d'une « désindustrialisation » qu'elle explique par « la guerre économique qui est menée contre nous ». Elle reprend ainsi les arguments utilisés

par les patrons pour légitimer les licenciements et la précarité imposée à des millions de travailleurs.

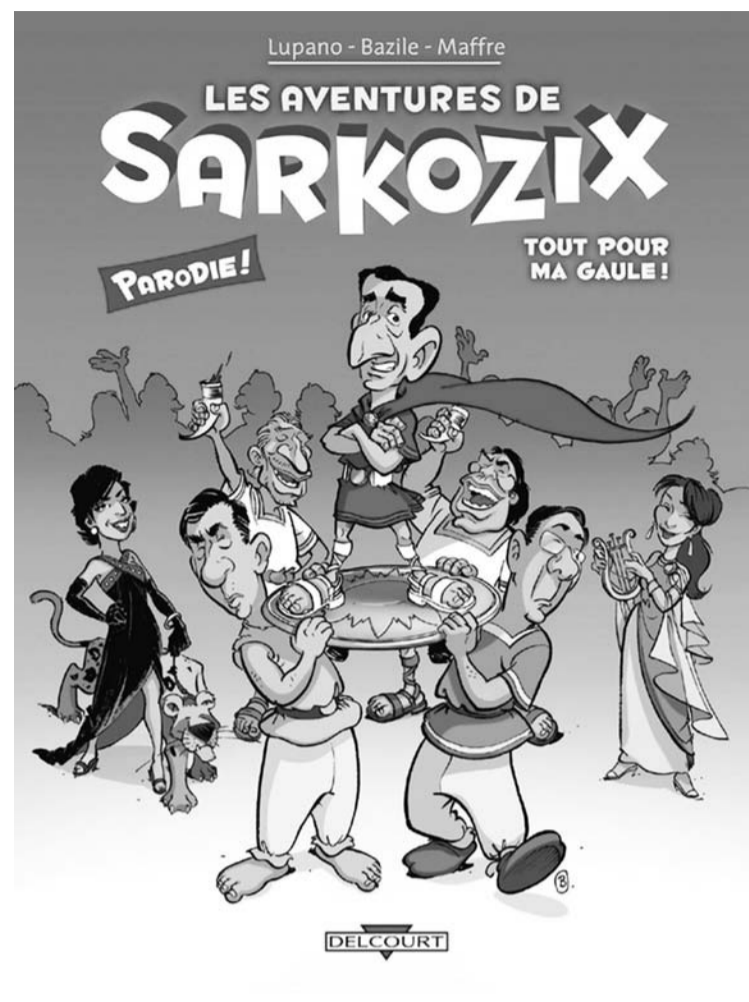
Dans un précédent discours en grande partie consacré aux agriculteurs, et alors que les producteurs de lait étaient mobilisés pour obtenir une hausse du prix d'achat par Lactalis, elle s'était bien gardée de prononcer le nom de cette entreprise et avait préféré dénoncer « l'Union

européenne dominée par l'Allemagne ».

Marine Le Pen parle du peuple, mais elle se propose de défendre les intérêts du patronat français, sous prétexte de « patriotisme économique », mettant en avant les mêmes recettes que Sarkozy, Hollande ou Juppé, consistant par exemple à diminuer les taxes sur les entreprises.

En désignant les étrangers comme des boucs émissaires, et en divisant les travailleurs, elle défend les intérêts de la bourgeoisie. Quant aux travailleurs qui seraient tentés par le vote en sa faveur, ils se prépareraient simplement à être trompés et trahis, comme ils l'ont déjà été par Hollande ou Sarkozy.

Daniel Mescla



Déjà dans un album paru en 2010.

Conseillers ministériels et élyséens : grand recyclage de rentrée

Cet été, une cinquantaine de directeurs, chefs de cabinet et autres conseillers ministériels ont fait leurs cartons pour exercer ailleurs d'autres responsabilités.

C'est toujours le cas avant une élection présidentielle, mais cette année le mouvement est impressionnant : trois fois plus de départs qu'à l'été 2011, juste avant la défaite électorale de Sarkozy. Et cela n'est pas fini.

Ces commis de l'État savent que, après les élections de 2017, ils seront chassés avec le gouvernement socialiste dont ils préparent les projets de loi, les textes réglementaires et les discours, c'est-à-dire les détails de la politique antiouvrière. C'est donc en toute lucidité qu'ils se consacrent à leur CV et à préparer leur sortie vers des positions

administratives moins exposées politiquement, dans les ambassades ou à l'Inspection des finances.

Mais d'autres ont été accueillis à des postes dirigeants dans des entreprises privées. Une commission de déontologie, purement consultative, est censée contrôler qu'un membre d'un cabinet ne tombe pas dans une entreprise dont il avait la charge. Mais cela n'empêche pas Jean-Jacques Barbéris, conseiller économique à la présidence, de rejoindre une filiale du Crédit agricole, Laurence Boone, conseillère à l'Élysée, de partir chez l'assureur AXA, etc. La palme revient à Hugo Richard, chef adjoint de cabinet à la Défense, qui devient directeur des affaires publiques chez Airbus Safran Launchers, coentreprise créée par des marchands d'armes.

Les sommets de l'État sont truffés d'hommes comme Macron, qui ont commencé leur carrière dans de grandes entreprises capitalistes. Ces mêmes entreprises sont disponibles pour les recycler lorsque cela s'avère nécessaire. Une véritable histoire de famille.

Alain Chevard

Matériel électoral : vers la fin de l'envoi papier ?

Le gouvernement envisage de nouveau de supprimer l'envoi aux électeurs du matériel électoral (professions de foi et bulletins de vote) dès les élections présidentielles et législatives de 2017, et de remplacer cet envoi par une diffusion sur Internet. Les arguments avancés dans un rapport opportunément commandé par l'État ne manquent pas de sel.

Premier argument :

cela permettrait 150 millions d'euros d'économies pour ces deux élections ; le gouvernement a accordé, avec le pacte de responsabilité, 41 milliards au patronat, soit 273 fois plus.

Deuxième argument : « Beaucoup d'électeurs ne reçoivent pas la propagande, ou trop tard » ; on se demande à qui la faute...

Troisième argument (sans rire) : « l'environnement », les envois papier

des scrutins de 2012 représentant l'équivalent de 105 hectares de forêt : rappelons que ce matériel électoral doit être 100 % recyclé, et qu'aucun arbre n'est donc abattu.

Le gouvernement propose de mettre en ligne le matériel électoral. Environ 18 % des Français n'ont pas accès à Internet chez eux, soit quelque 8 millions d'électeurs, en général les plus pauvres.

En outre, dans un

système où les grands partis accaparent l'essentiel des émissions dans les grands médias, mettre fin à l'envoi aux électeurs du matériel électoral – qui est pourtant, sauf pour la présidentielle, payé par les candidats – revient à réduire encore l'expression politique des petits partis. La droite en avait seulement rêvé ; la gauche veut le faire !

Michel Bondelet

Alstom : le leurre de la nationalisation

À l'annonce de la fermeture de l'usine ferroviaire d'Alstom Belfort, nombre de politiciens se sont succédé pour réclamer sa nationalisation, de Jean-Luc Mélenchon à Le Pen. « Dans l'urgence et pour l'avenir, la nationalisation d'Alstom Transport est indispensable. Je la réclame depuis 2014 et le sabotage de la branche énergie », déclarait Mélenchon dans une tribune du journal *Le Monde* daté du 15 septembre. Du côté du Front national, un communiqué publié le 12 septembre affirmait qu'une « nationalisation via la Caisse des dépôts et consignation aurait permis d'éviter cette catastrophe. »

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, s'est dit favorable à une « renationalisation provisoire de l'entreprise et à une prise de participation de l'État plus importante pour sauver Alstom Belfort ».

Mais dans la bouche de tous ces politiciens, « nationaliser » signifie racheter avec l'argent de l'État les actions de l'entreprise ou de la banque qu'il faut prétendument « sauver », c'est-à-dire subventionner le patron licencier. Et sans que les travailleurs n'aient aucune garantie de maintien de leur emploi.

Dans le passé, la nationalisation de la sidérurgie entamée sous un gouvernement de droite, puis achevée en 1982 sous le gouvernement de gauche de Mauroy, le Premier ministre de Mitterrand, permit surtout aux capitalistes de ce secteur, comme la famille de Wendel, de récupérer des milliards de l'État. Ils purent recycler cet argent pour fonder un groupe financier toujours prospère. Ce furent bien les profits des capitalistes du secteur qui furent sauvés, et pas les

travailleurs, qui furent licenciés par dizaines de milliers. Dans la sidérurgie, 12 000 emplois furent supprimés en juin 1982, puis de nouveau 21 000 en mars 1984 et de nombreux sites fermèrent. Une fois redevenue rentable, la sidérurgie fut privatisée, en 1995, sous le gouvernement Juppé.

Il en fut de même avec les nationalisations de nombreux grands groupes industriels et financiers opérées par Mauroy en 1982 : Péchiney-Ugine-Kuhlman, Saint-Gobain, la CGE (devenue Alcatel Alsthom), Rhône-Poulenc, Paribas, Suez et 39 autres banques. Les entreprises nationalisées rachetées à bon prix fournirent de l'argent frais à leurs anciens propriétaires, qui purent réinjecter ces capitaux dans des opérations promettant de rapporter plus de profit, plus vite.

Voilà en quoi consistent les nationalisations dont parlent les Mélenchon et autres politiciens en campagne électorale : une façon d'aider les capitalistes sans garantir l'emploi des travailleurs, en un mot un leurre.

Aline Rétesse



La manifestation du 15 septembre.

Alstom – Belfort : manifestation réussie, non à la fermeture !

À la manifestation syndicale du 15 septembre à Belfort, placée sous le signe de la protestation contre la fermeture de l'usine, les travailleurs d'Alstom ont répondu massivement présent, ainsi que ceux du même site, ex-Alstom Energie et General Electric. C'est un cortège d'au moins 700 manifestants partis de l'usine qui a rejoint la Maison du peuple où ils y ont retrouvé plusieurs centaines d'autres salariés, la population solidaire, pour former une manifestation de 2 000 participants qui ont crié leur indignation contre cette fermeture

destructrice d'emplois dans une ville déjà sinistrée par le chômage.

Cette mobilisation réussie a renforcé le moral des travailleurs d'Alstom. Les syndicats ont appelé à une action dans l'usine cette semaine, à la grève dans tous les sites d'Alstom Transport le mardi 27 septembre avec une manifestation devant le siège de la direction à Saint-Ouen. Cette fermeture a ravivé l'inquiétude dans les autres usines du groupe, où les travailleurs sont confrontés à la même volonté de la direction de couper dans le vif des effectifs. À Reichshoffen où,

selon la direction, il n'y aurait quasiment plus de commandes après 2019, des travailleurs disaient : « Après Belfort, à qui le tour ? »

Le tohu-bohu de Hollande et du gouvernement, faisant croire que l'avenir de l'usine dépend des commandes qu'ils pourront négocier pour Alstom, est là pour faire oublier que les travailleurs ont en face d'eux une direction qui décide en fonction des intérêts exclusifs des actionnaires. Se préparer à combattre son plan est la seule voie qui pourra la faire reculer.

Correspondant LO

Patriotisme économique : intérêt national, intérêt du capital

La menace de fermeture de l'usine Alstom de Belfort a suscité un tir nourri des tenants du patriotisme économique. Selon ces derniers, il conviendrait de défendre les locomotives françaises, produites en France. Tous n'ajoutent pas « par des ouvriers français », mais le cœur y est...

Tous ces bons apôtres prétendent naturellement défendre à la fois les

emplois des travailleurs et les profits des patrons. Cela seul devrait suffire à susciter la méfiance puisque, depuis longtemps, les capitalistes ont pris l'habitude d'augmenter leurs profits en réduisant les emplois.

Mais la question se complique encore lorsqu'il s'agit de savoir ce qu'est une production française. Un wagon fabriqué pour la société canadienne Bombardier près de Valenciennes est-il plus ou moins français qu'un autre fabriqué pour la société française Alstom

à Annaba, en Algérie ? Sur les très nombreuses pièces qui composent une motrice, combien sont fabriquées dans le pays où elles sont montées, combien sont fabriquées par des sous-traitants opérant à l'autre bout du monde ? Et d'où viennent l'acier, le cuivre, les métaux rares, le verre, le plastique qui entrent dans la fabrication ? La production est organisée à l'échelle mondiale. L'objet de consommation le plus élémentaire, de la chemisette au cornet de crème glacée, est produit par la collaboration de travailleurs du monde entier. C'est encore plus vrai pour les pièces plus complexes.

Pourtant il y a bien dans tout ce processus un aspect national : chaque groupe

multinational est attaché historiquement à un État. Et, en effet, Alstom est attaché à l'État français, son défenseur, sa vache à lait, le garant de ses profits et son actionnaire à hauteur de 20 %. La composante nationale, la seule, c'est le fait que les différents États défendent chacun le profit privé de leurs capitalistes.

Les patriotes, économistes ou pas, défendent les profits des capitalistes français. Et ils veulent convaincre les travailleurs que défendre les profits de leurs patrons, parce qu'ils seraient français, serait la voie du salut, le chemin pour maintenir leurs emplois et leurs conditions de vie. Le patriotisme économique consiste au fond à

dire qu'ouvriers et patrons sont dans la même galère, ont les mêmes intérêts.

C'est un mensonge grossier et c'est aussi un poison mortel. Car c'est dresser les travailleurs les uns contre les autres, pays par pays, voire usine par usine... pour le plus grand bénéfice de leurs exploiters respectifs.

Il faut combattre l'idée même de patriotisme économique, l'idée qu'il pourrait y avoir un intérêt commun entre patrons et ouvriers. Il faut au contraire affirmer les intérêts communs de tous les travailleurs contre leurs ennemis communs, les capitalistes, quelle que soit leur nationalité.

Paul Galois



Migrants : liberté de circulation et d'installation !

Face au nombre croissant de migrants et aux drames qu'ils vivent, l'Union européenne avait promis de « relocaliser », c'est-à-dire d'assurer l'accueil dans ses pays membres, d'une partie de ceux qui débarquent en Grèce ou en Italie. C'est dans ce cadre, il y a un an tout juste, qu'Hollande s'était engagé au nom de la France à en accueillir 30 000 avant la fin 2017. On est encore loin du compte.

Seuls 1 656 ont été réellement « relocalisés » en France sur les 19 000 migrants qui ont obtenu le statut de réfugiés en 2015. C'est très faible par rapport à l'objectif annoncé qui était pourtant extrêmement modeste au regard de la richesse d'un pays comme la France. Et c'est encore plus faible par rapport au problème réel car 80 000 migrants ont déposé un dossier de demande en 2015. D'autant que l'impérialisme français a sa part de responsabilité dans la situation de chaos, de misère ou de guerre que connaissent nombre de pays dans le monde et qui pousse au départ de plus en plus d'êtres humains. La Suède, six fois moins

peuplée que la France, en a accueilli bien plus. L'année dernière un million de migrants sont arrivés en Europe, en 2016 un autre million est attendu. Quand ils rejoignent les côtes européennes, les migrants y trouvent des conditions de vie indignes. Les centres d'accueil en Grèce sont complètement dépassés, des femmes y accouchent dans des conditions d'hygiène dangereuses. Ce n'est pas pour rien que les migrants ne tiennent pas à y rester. Les dirigeants français, comme les autres dirigeants européens, préfèrent consacrer plus d'argent au renforcement de la présence policière le long des frontières pour bloquer les migrants qu'à

un accueil humain.

Dans ces centres, la « relocalisation » n'est proposée qu'à certaines nationalités, les Érythréens par exemple, les autres devant se rabattre sur la demande d'asile dont les procédures administratives prennent encore plus de temps. Quant à ceux passés par la Turquie, ils sont susceptibles d'y être renvoyés de force depuis l'accord passé entre la Turquie et l'UE.

Cependant de nombreux migrants continuent à surmonter bien des obstacles pour arriver en Europe. Certains, après avoir attendu vainement une réponse à leur dossier de la part de la France, décident de se rendre par leurs propres moyens à Paris ou à Calais, dans la jungle, où les attendent des conditions de vie dégradantes.

Tous ces dispositifs destinés à restreindre le nombre d'étrangers acceptés sur le sol français ne conduisent qu'à une chose : leur rendre la vie insupportable.

Stéphane Fort

Évacuation des réfugiés : la politique du mépris

Vendredi 16 septembre, la police a dispersé plus de 2 000 migrants installés sur les trottoirs de Paris près du métro Stalingrad. Ce bidonville avait déjà été évacué le 22 juillet et le 17 août. En fait il s'agit de la vingt-neuvième évacuation en un an de campements situés dans l'Est parisien !

En effet, depuis juin 2015, les migrants se regroupent près du siège de l'association France terre d'asile, qui les aide à demander le statut de réfugié, et de la gare du Nord d'où ils partent vers Calais et la Grande-Bretagne. Les campements se reconstituent évidemment en permanence, alimentés par les flux de réfugiés qui fuient le Moyen-Orient ou l'Afrique de l'Est, et par ceux qui ont été chassés de Calais.

La police a éparpillé les migrants dans des gymnases, des hôtels d'Île-de-France, dans lesquels ils ne resteront que quelques jours. La ministre du Logement, Emmanuelle Cosse, a elle-même reconnu que « sur l'ensemble des 2 083 occupants [...] 154 personnes ont été prises en charge ». Ce qui ne garantit rien quant à la qualité et la durée de cette « prise en charge ».

La mairie de Paris annonce l'ouverture d'un centre d'accueil

humanitaire en octobre, limité à 600 places pour les célibataires, et d'un autre à Ivry-sur-Seine de 300 places pour les familles. Mais la mairie prévient d'ores et déjà que la durée moyenne de séjour n'y excédera pas une semaine.

Quant à l'État, qui serait le seul à pouvoir gérer efficacement l'accueil et l'intégration des réfugiés, il prétend aménager 12 000 places dans des centres situés en province, un chiffre dérisoire en regard des besoins.

En démantelant le camp de Calais et en dispersant les migrants, le gouvernement ne vise qu'à donner des gages à l'électorat le plus réactionnaire et non à résoudre le problème de l'accueil de ces femmes et de ces hommes.

Pendant ce temps, les migrants n'ont pas eu d'autre choix que de reconstituer le bidonville à Stalingrad quelques heures après l'intervention policière.

Camille Lulle

Mal-logement : un quart de la population touché

La Fondation Abbé-Pierre a lancé lundi 19 septembre une nouvelle campagne contre le mal-logement. Elle souligne l'aggravation de la situation pour bien des familles populaires.

Parmi les 3,8 millions de personnes concernées, beaucoup en sont réduites à vivre dans de véritables taudis : sans chauffage, sans sanitaires, sans eau courante. Douze autres millions de personnes sont touchées par la crise du logement, contraintes à économiser sur tout pour pouvoir se maintenir dans des logements précaires, malgré des loyers très élevés : sur le chauffage, sur les dépenses de santé et même de plus en plus sur l'alimentation. Christophe Robert, le délégué général de la Fondation Abbé-Pierre, témoigne de la multiplication de situations catastrophiques, prenant l'exemple de familles devant parfois s'entasser à 8 ou 10 dans 15 m². Dans le même temps, le nombre de sans-abri a massivement augmenté, de plus de 50 % entre 2001 et



Une affiche de la Fondation Abbé-Pierre.

2012. Les 560 bidonvilles recensés par l'association, régulièrement détruits par la police ou la gendarmerie, se reforment aussitôt.

Cette situation est la traduction de l'aggravation de la crise. Au manque de logements chronique s'ajoutent la faiblesse des salaires, la précarité du travail, la rapacité des sociétés immobilières qui spéculent sur les terrains et les constructions au détriment de toute la population.

Dans la sixième puissance économique mondiale, dans un pays où siègent trois des plus grandes sociétés de construction au monde, plus de 15 millions de

personnes subissent le mal-logement. C'est non seulement une violence exercée contre les plus démunis et les travailleurs les plus mal payés, mais aussi une absurdité, un gâchis immense alors que nombre de travailleurs du bâtiment sont sans emploi.

L'importance croissante du mal-logement met en évidence le caractère nuisible de la logique de profit, l'obstacle à la satisfaction des besoins élémentaires que représente la propriété privée des grands moyens de production et la nécessité de les faire fonctionner dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

Gilles Boti

24 septembre : Fête des Ami(e)s de la Commune

L'association les Ami(e)s de la Commune de Paris organise comme chaque année sa fête en mémoire des travailleurs insurgés de 1871.

La Fête aura lieu samedi 24 septembre, de 14 heures à 20 heures, place de la Commune, Paris 13^e. Au programme : Riton et son orgue de barbarie et Jean-Marc ; Nag'Air (Malène et

Fanchon); théâtre : *Le rendez-vous du 18 mars* ; le groupe de musique la Cascade ; le chanteur Utge Royo et bien sûr une allocution de l'association.

La place de la Commune est située à l'angle des rues de la Buttes-aux-Cailles et de l'Espérance. Métro Place-d'Italie ou Corvisart. Pour en savoir plus : www.commune1871.org

Lisez la revue Lutte de classe

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 178 (septembre - octobre 2016)

- Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle
- Turquie : de la tentative de coup d'État au contre-coup d'État d'Erdogan
- Grande-Bretagne : le référendum sur l'UE, le Brexit et la danse des démagogues
- États-Unis : la classe ouvrière a besoin de son propre parti
- La construction d'un parti ouvrier aux États-Unis : histoire d'un long combat
- La Côte d'Ivoire des riches et celle des travailleurs
- Haïti : débat sur le financement des élections sur fond d'éveil de la combativité ouvrière

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Hausse des péages autoroutiers : cadeau à Vinci, Eiffage & Co

Le gouvernement vient d'annoncer, en même temps qu'un programme de travaux sur les autoroutes estimé à un milliard d'euros, une hausse des tarifs destinée, dit-il, à les financer. Outre cette augmentation des péages, les travaux seraient financés également par les collectivités locales qui, invariablement, le traduiraient en impôts locaux supplémentaires.

L'argument du secrétaire d'État aux transports pour justifier cette hausse vaut son pesant de piécettes : négocier le financement des travaux par les sociétés d'autoroute en échange d'une prolongation de la durée de leur concession

— donc de leur droit à faire les poches des usagers — aurait été trop long. Augmenter les tarifs rapporte beaucoup plus rapidement, surtout aux Vinci, Eiffage et compagnie qui y gagneront à la fois en tant que percepteurs des péages et en tant

que maîtres d'œuvre des futurs travaux.

Alors que la construction de quelque 12 000 km d'autoroutes est, semble-t-il, amortie depuis les années 1990, les capitalistes qui possèdent les sociétés continuent de ponctionner les usagers, les dividendes versés aux actionnaires s'étant élevés à 15 milliards d'euros entre 2006 et 2013. Même après le prétendu gel annoncé l'an dernier par Ségolène Royal, la ministre de l'Environnement, au terme d'un accord on ne peut plus opaque, les tarifs



ont continué de grimper, puisque les sociétés concessionnaires sont autorisées à répercuter l'inflation, le coût de leurs investissements, l'augmentation de la redevance domaniale versée à l'État et... à compenser jusqu'en 2023 les effets du gel de 2015 ! Le 1^{er} février dernier, l'augmentation des péages s'est d'ailleurs échelonnée entre 0,82 et 1,63 %.

Les gouvernements

successifs, de droite comme de gauche, ont la même logique chaque fois que les sociétés autoroutières ont été privatisées : laisser les capitalistes du secteur racketter les usagers, ce qui leur permet d'afficher une rentabilité usuraire de 20 à 25 %. Il est vrai que, la nouvelle hausse ne s'appliquant qu'à partir de 2018, Hollande s'en moque doublement.

Viviane Lafont

Impôts locaux : au profit de qui ?

En même temps que l'automne, arrive la saison des impôts locaux : d'abord la taxe foncière pour ceux qui sont propriétaires de leur logement, puis la taxe d'habitation pour chaque foyer.

Ils ne cessent d'augmenter d'année en année et si, pour 2016, on nous dit que la hausse de ces deux impôts s'établit à 1 % pour les deux tiers des villes, elle est quand même supérieure au taux de l'inflation, estimé à 0,2 % sur les douze derniers mois. À Nantes, elle a été de 14,5 % pour la taxe foncière et de 6,5 % pour celle d'habitation. À Saint-Denis, les hausses sont respectivement de 10,9 et 6,7 % et à

Clermont-Ferrand de 5,7 et 6,3 %. Et ce ne sont que des exemples.

Il est sûr que certaines municipalités ne peuvent pas faire autrement si elles veulent garder des services publics qui fonctionnent, notamment dans les communes populaires, car elles sont étranglées par la réduction des dotations de l'État. Mais ceux qui disent cela ne vont pas au bout du raisonnement. Pourquoi l'État est-il si pingre ? Chacun le sait, c'est pour financer le patronat. Donc, si les impôts locaux augmentent, c'est aussi parce qu'ils font vases communicants avec les caisses patronales.

M.L.

Rentrée universitaire : plus d'étudiants et moins de moyens

30 000 étudiants supplémentaires vont tenter de trouver une place sur les bancs des facultés durant ce mois de septembre. Mais face à cette arrivée massive de nouveaux étudiants, le gouvernement n'a pas alloué les moyens nécessaires. La situation dans les facs devient donc de plus en plus grave.

Depuis des années, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche a tendance à baisser, quoi qu'en dise le secrétaire d'État Thierry Mandon. Celui-ci se targue d'avoir augmenté le budget de

100 millions mais il s'agit d'un tour de passe-passe digne d'un bateleur de foire. Comme le gouvernement a décidé cette année de ne pas prélever 100 millions sur les fonds de roulement des universités comme il l'avait fait l'an passé, il décrète qu'il a augmenté le budget de 100 millions. Et pour ajouter à la supercherie, il s'en prend à la gestion des universités, estimant que l'argent suffisant pour créer des postes a été alloué mais que les présidents s'en sont servi pour autre chose, le chauffage par exemple.

Depuis 2009, il y a eu

180 000 étudiants supplémentaires. Il aurait fallu construire et ouvrir une dizaine de facultés en plus pour apporter une réponse à cette situation. C'est loin d'être le cas. Malgré les annonces mensongères du gouvernement, le budget des universités rapporté au nombre d'étudiants diminue depuis 2012. Et ce n'est pas la promesse de 850 millions d'euros en plus, en 2017, qui suffira à masquer la réalité. De quoi donner de nouvelles raisons aux jeunes de descendre dans la rue.

Marion Ajar

Lycée René-Cassin – Gonesse : la mobilisation a payé !

Depuis la rentrée, le personnel du lycée René-Cassin de Gonesse, dans le Val-d'Oise, s'est mobilisé contre les classes surchargées. Elles l'étaient déjà, avec 34, voire 35 élèves, mais cette année, le trentième élève a fait exploser le mécontentement.

Dès la rentrée, les enseignants se sont massivement mis en grève et se sont adressés aux élèves, à leurs parents et à l'ensemble de la population pour expliquer leur mouvement, notamment par des distributions quotidiennes de tracts devant l'établissement et le grand centre commercial de la ville. Un cortège fourni et dynamique a participé à la manifestation parisienne de l'éducation

nationale le jeudi 8 septembre, donnant l'occasion de faire connaître le mouvement à d'autres lycées de banlieue qui connaissent les mêmes problèmes.

Les services académiques ont d'abord refusé de se déplacer jusqu'au lycée, ne recevant qu'une délégation de six personnes. Par la suite, ils ont tenté de laisser s'essouffler le mouvement en ne donnant pas signe de vie pendant trois jours.

Devant cette fin de non-recevoir, le mercredi 14 septembre, une centaine de parents ont décidé de se mobiliser avec les enseignants. Et le lendemain, ils étaient une quarantaine à bloquer les entrées de l'établissement. Il n'a pas



fallu alors plus d'une heure pour que des représentants des services académiques soient sur place. Mais ce n'est qu'au bout de deux autres jours de blocage

qu'ils ont fini par céder. Le financement intégral d'une demi-classe a été obtenu, permettant de faire descendre le nombre d'élèves par classe de première

technologique en dessous de trente, un professeur d'économie-gestion a été trouvé et les sanctions contre les élèves levées.

Correspondant LO

Grèce : une catastrophe prévisible

Lundi 19 septembre un incendie a dévasté le camp de réfugiés de Moria sur l'île grecque de Lesbos, détruisant 60 logements, 100 tentes et des conteneurs. Près de 4 000 personnes ont fui en abandonnant le peu qu'elles possédaient et seulement quelques centaines étaient revenues le mardi matin pour se ravitailler.

Depuis le 20 mars, date de la mise en application de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie, les migrants ne peuvent plus passer en Grèce continentale. Ceux qui ont réussi à parvenir jusqu'aux îles grecques doivent y être détenus en attendant qu'on statue sur leur sort : soit ils obtiennent le droit d'asile soit ils sont renvoyés en Turquie. Mais

les formalités sont interminables, l'administration est incapable de répondre aux demandes et les migrants continuent à arriver, même si c'est à un rythme moins soutenu.

Les conditions d'hébergement sont lamentables, la surpopulation déclenche des incidents à répétition, voire des émeutes. Déjà, en juin 2016, le Gisti, organisation

d'aide aux immigrés, a déposé plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, dénonçant les conditions de rétention à Chios, une autre île de la mer Égée : l'enfermement dans des barbelés sous la surveillance des militaires, le manque d'hygiène, l'insuffisance d'équipements sanitaires et de nourriture, y compris pour les jeunes enfants.

À Lesbos, dès avril, des émeutes ont éclaté à Moria contre le renvoi en Turquie d'une douzaine de réfugiés syriens. Car à toutes les conditions insupportables de détention s'ajoute l'angoisse

d'être refoulé après avoir survécu au cauchemar de la traversée, même si pour le moment le dépôt de demande d'asile gèle toute expulsion. Aujourd'hui, Moria héberge plus de 5 600 personnes pour 3 500 places.

Le gouvernement grec est dépassé par l'arrivée et l'installation forcée de 60 000 réfugiés dans son pays à l'économie totalement ruinée. Le Premier ministre Tsipras appelle l'Europe à respecter ses engagements envers la Grèce et à faire preuve de plus de solidarité. Mais les gouvernements européens ne sont pas plus ouverts à ses exhortations dans ce

domaine que dans le domaine économique. Presque tous n'ont qu'un objectif : confiner les réfugiés dans les pays pauvres. L'ONU leur fait écho qui, lors de son récent sommet migratoire, ne s'est même plus donné la peine de chiffrer le pourcentage de réfugiés que les puissances mondiales devraient accueillir.

Les pays riches se hérissent de barbelés. Ils envoient croupir dans des camps des populations qui fuient les conséquences de leur politique guerrière. Cela ne peut qu'entraîner de nouveaux drames.

Sylvie Maréchal

Centrafrique : trois ans après l'intervention française, les affrontements se poursuivent

Une dizaine de personnes ont été tuées et d'autres blessées dans un affrontement entre fractions de l'ex-Séléka et miliciens anti-Balaka près de la ville de Kaga-Bandoro, dans le centre du pays. Ces faits ont été connus grâce à une ONG dont les locaux ont été pillés, mais ce n'est qu'un des nombreux actes de violence au milieu desquels la population centrafricaine tente de survivre, presque trois ans après l'intervention militaire française censée, selon François Hollande, « sauver des vies humaines ».

Lorsque l'armée française est intervenue en décembre 2013, la Séléka, une coalition de groupes rebelles venus des régions musulmanes du Nord du pays, avait renversé le président Bozizé et terrorisait les habitants de Bangui, la capitale. L'arrivée de troupes françaises permit à des milices dites anti-Balaka de pénétrer dans Bangui où elles

se mirent à massacrer les musulmans en même temps qu'elles affrontaient la Séléka. La terreur et les affrontements s'étendirent bientôt à toute la Centrafrique.

Depuis décembre 2013 et l'intervention française, les deux camps du début, la Séléka et les anti-Balaka, se sont fractionnés en de nombreux groupes armés dont la raison d'être est de

rançonner la population sur les routes, les fleuves ou les marchés et de piller les richesses du territoire qu'ils contrôlent, comme les diamants. Ils offrent à l'occasion leur protection dûment rémunérée à des groupes industriels, comme les compagnies chinoises qui exploitent le pétrole dans le nord-est du pays.

En février dernier, Faustin Archange Touadéra était élu président à l'issue d'un scrutin que Hollande avait voulu le plus rapide possible. Les menaces que devait affronter la population centrafricaine n'avaient en rien diminué, mais les dirigeants français purent se vanter, grâce à ces élections, d'avoir remis sur pied un gouvernement démocratiquement élu, et annoncer que la

présence militaire française allait être réduite. Pour le gouvernement français, la situation redevenait normale, puisqu'un président allié de la France se trouvait à la tête du pays.

Mais dans des villes comme Kaga-Bandoro, il n'en était rien. Faustin Archange Touadéra y fit bien un déplacement sous haute protection en août dernier pour parler de désarmement, mais sur le terrain les milices ont continué à s'affronter. La région de Kaga-Bandoro est largement contrôlée par un groupe issu de l'ex-Séléka, mais une milice d'anti-Balaka tente d'y prendre pied. C'est cette querelle de territoire qui a dégenéré en affrontement armé, à l'issue duquel des maisons ont été pillées ou incendiées.

Les assaillants sont partis avec le bétail et les biens domestiques. La violence contre la population a été telle que de nombreux habitants se sont enfuis pour rejoindre les sites de déplacés. Ils craignent pour leur vie malgré l'intervention de soldats pakistanais de l'ONU venus s'interposer. Il y a aujourd'hui dans le pays 450 000 déplacés, et autant qui se sont enfuis dans les pays voisins. Cela représente en tout 20 % de la population et suffit à prouver l'insécurité qui règne partout.

François Hollande a l'habitude de se vanter de l'efficacité de ses interventions militaires. Pour l'impérialisme français certainement, mais pas pour la population centrafricaine.

Daniel Mescla

Gasol toxique en Afrique : des profits qui sentent le soufre

D'après une enquête publiée le 15 septembre par l'ONG Public Eye, de grands groupes capitalistes suisses, dont Trafigura et Vitol, inondent depuis des années l'Afrique de l'Ouest avec des carburants toxiques ; principalement du gasoil dont la teneur en soufre peut atteindre un niveau mille fois plus élevé qu'en Europe.

Selon l'ONG, ces carburants mettent gravement en péril la santé de millions de personnes, multipliant les risques de cancers et de maladies cardio-vasculaires. Ils contribuent à l'explosion de la pollution de l'air dans les capitales africaines. Par exemple, à Lagos au Nigeria, le taux de pollution est aujourd'hui treize fois supérieur à celui de Londres, alors que beaucoup moins de voitures y circulent.

Ces multinationales ne font pas que vendre

des produits hautement toxiques, elles les fabriquent elles-mêmes dans leurs raffineries situées aux Pays-Bas et en Belgique ou sur leurs bateaux au large des côtes africaines. Elles mélangent des produits pétroliers intermédiaires avec des déchets de carburants à haute teneur en soufre, benzène et autres produits toxiques qu'elles achètent à très bas prix. Le gasoil ainsi fabriqué est destiné uniquement au marché africain. C'est d'autant plus révoltant que les pays

africains produisent un pétrole brut de très bonne qualité, renfermant très peu de soufre, dont la quasi-totalité part en Europe ou aux États-Unis car il n'y a presque pas de raffineries en Afrique de l'Ouest.

Ces pratiques permettent à ces grands groupes capitalistes de maximiser leurs profits. Dans un courriel interne, un cadre de Trafigura écrivait en 2006 : « Impossible d'imaginer moins cher. [...] On] devrait faire un paquet de dollars. » Et de tabler sur un profit de 6,2 millions d'euros par cargo. Le groupe Vitol a réalisé un chiffre d'affaires de 168 milliards de dollars en 2015, soit plus de douze fois le produit intérieur brut du Mali.

Quant à Trafigura, elle



n'en est pas à sa première malversation. Elle est tristement connue pour avoir empoisonné en 2006 tout un quartier d'Abidjan en Côte d'Ivoire en déversant des résidus chimiques toxiques venus d'Europe, tuant dix-sept

personnes et provoquant des centaines d'intoxications.

Pillage des matières premières, pollutions mortelles, les populations d'Afrique payent un lourd tribut à la domination impérialiste.

Arnaud Louvet

États-Unis : empoisonnement au plomb

Dans la ville d'Eastern Chicago, à quelques kilomètres de Chicago mais dans l'État de l'Indiana, les pouvoirs publics ont fait construire en 1972, au beau milieu d'une zone dédiée au raffinage et à la fonte du plomb, une grande cité logeant plus d'un millier d'habitants.

Elle a été construite sur le site d'une ancienne usine Anaconda travaillant le plomb et à proximité des installations de la compagnie USS Lead, dont la principale usine a fonctionné jusqu'en 1985 et qui a fini par se déclarer en faillite en 1987.

En 1992, la zone a été incluse dans un programme fédéral pour les zones fortement contaminées. C'est dire que depuis cette date les pouvoirs publics, qu'ils soient locaux ou fédéraux, n'ignoraient pas les dangers que courait la population. Mais ils se sont bien gardés de l'en avertir. La terre a été analysée ici ou là, remplacée là où la pollution se révéla la plus forte.

Finalement, en 2012, un vaste plan pour nettoyer la zone de toute la terre polluée était décidé sur le papier, mais les tests pour identifier les parties contaminées ne commencèrent qu'en novembre 2014 et ce n'est qu'en mai 2016 que l'agence

fédérale de protection de l'environnement, l'EPA, dit avoir reçu les résultats de ces analyses, mettant en cause l'entreprise sous-traitante à qui le travail avait été confié. Les résultats révélaient des taux en plomb pouvant aller jusqu'à 30 fois le taux maximum considéré comme admissible pour les enfants, ainsi que des quantités dangereuses d'arsenic. Et, bien sûr, une partie de la population, dont un bon nombre d'enfants, souffre d'intoxication au plomb.

C'est seulement après avoir reçu les résultats que la priorité des responsables de l'EPA a été de « s'assurer que chaque résident ne creuse pas le sol et sait comment faire pour ne pas être en contact avec le sol ». En juin, l'EPA a recouvert le sol d'un paillis, puis a fait du porte-à-porte avec une notice d'information et a placé des affiches mettant les enfants en garde « Ne joue pas dans la saleté ou à côté des paillis ». L'EPA

a même proposé comme mesure provisoire de nettoyer gratuitement à fond les habitations.

Mais début août les résidents apprenaient la décision du maire de raser la cité ainsi que l'école élémentaire tout récemment construite à proximité. La cité doit être vide d'ici fin novembre et les résidents, qui ont deux mois pour libérer les lieux, reçoivent les uns après les autres une petite aide au déménagement, bien insuffisante pour retrouver un logement !

Ainsi, pendant près d'un demi-siècle, les habitants ont été tenus dans l'ignorance des risques encourus et maintenant, du jour au lendemain, les autorités cherchent à s'en débarrasser au moindre coût.

Le gouverneur de l'Indiana, Mike Pence, n'est autre que le candidat républicain au poste de vice-président aux côtés de Trump. Il s'est bien gardé jusqu'à présent de se rendre auprès des habitants qui auraient sans doute des explications à lui demander et des revendications à formuler. Ils ont de quoi être révoltés de la façon dont ils sont traités.

Dominique Chablis

Les Sioux contre un oléoduc

Nous traduisons ci-dessous un article du journal trotskyste américain *The Spark* du 19 septembre 2016.

En avril dernier, un petit groupe de Sioux de la réserve indienne de Standing Rock ont installé un camp de protestation à Cannon Ball, dans le Nord Dakota, pour essayer d'empêcher la construction d'un oléoduc géant qui passerait à proximité de leurs terres.

Comme de nombreuses tribus, les Sioux de Standing Rock ont déjà été poussés vers des terres marginales, dans une situation de pauvreté. Pour aggraver les choses, il y a cinquante ans, quand il a construit des barrages sur le fleuve Missouri, le Corps des ingénieurs de l'armée a inondé les terres des Sioux et des Indiens d'autres tribus de la réserve de Standing Rock, les chassant de leurs logements. L'oléoduc proposé aujourd'hui passe à travers un cimetière, et à proximité de la source d'eau de la tribu. Les protestataires disent que cela met en péril leur seul approvisionnement en eau.



Des protestataires arrivent au camp de Standing Rock.

Bien sûr, la firme qui construit l'oléoduc, Energy Transfer, n'est préoccupée que d'une chose : faire de l'argent avec ce projet d'oléoduc de 1 770 kilomètres (du Nord Dakota au Golfe du Mexique), d'une valeur de 3,7 milliards de dollars. Quand les opposants ont perturbé la construction, la compagnie les a attaqués en justice. Elle a ensuite envoyé des forces de sécurité privées avec des chiens, attaquant les gens qui tentaient de bloquer les travaux.

Des Amérindiens de 280 tribus différentes ont

rejoint le camp de protestation, et des dizaines de tribus soutiennent officiellement les opposants. Le camp compte maintenant plusieurs milliers de personnes.

Mais pour les entreprises et pour le gouvernement qui les sert, ce que veulent les populations directement impliquées ne compte pas. Cela ne comptait pas au 19^e siècle, ni au 20^e siècle, et cela ne compte pas aujourd'hui. La politique américaine à l'égard des Amérindiens est une longue histoire de vols dans la violence.

The Spark

Michigan : faire entendre la voix des travailleurs



THE SPARK

En août, un nouveau parti a été officiellement reconnu dans l'État du Michigan : le Parti de la classe ouvrière (*Working Class Party*). Nous traduisons ci-dessous un tract édité par ce nouveau parti.

Il a été publié par le journal trotskyste américain *The Spark* du 19 septembre 2016. Il est disponible sur le site : www.workingclassfight.com. Sur ce site, d'autres informations sont disponibles sur ce nouveau parti, y compris un lien vers une interview donnée le 22 août à la Michigan Public Radio par une des candidates du nouveau parti, Mary Anne Hering. Elle explique ce que les militants ont dû faire pour que le parti soit

enregistré et puisse donc se présenter aux élections, ce pour quoi il combat, et ce qu'ils veulent faire dans les élections, étant donné qu'ils comprennent que les élections ne peuvent changer la situation des travailleurs. Enfin, nos lecteurs pourront lire dans la revue *Lutte de classe* (n° 178, septembre-octobre 2016) deux articles consacrés à la lutte pour un parti ouvrier aux États-Unis, par le passé et aujourd'hui.

Michigan 2016 : faire entendre la voix des travailleurs

Avec d'autres, nous nous sommes organisés pour que le Parti de la classe ouvrière soit présent aux élections cette année dans le Michigan :

- Pour permettre aux travailleurs d'exprimer leur colère
- Pour souligner que les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise des patrons

Nous disons que des mesures d'urgence sont nécessaires :

- Pour mettre un coup d'arrêt au chômage
- Pour arrêter la baisse de notre niveau de vie
- Pour arrêter la destruction des services publics et des écoles
- Pour arrêter l'empoisonnement des esprits et des corps des enfants

Nous disons que la richesse de cette société doit être prise et utilisée pour payer pour ces mesures d'urgence, pour protéger la santé, la vie et le bien-être des gens ordinaires.

Que le Parti de la classe ouvrière soit présent aux élections ne changera pas cela, nous le savons.

- Il faudra un combat de la classe ouvrière pour s'emparer des richesses qui sont aujourd'hui amassées par une poignée de banques, quelques centaines de grandes entreprises et une classe capitaliste aussi riche qu'elle est petite

Mais en nous présentant aux élections dans le Michigan, nous plantons un drapeau.

Un vote pour le Parti de la classe ouvrière peut montrer qu'il y a des milliers de gens qui disent :

- Qu'ils en ont assez des Démocrates et des Républicains, qui représentent tous deux seulement les grandes entreprises et les banques, la classe capitaliste ;
- Qu'ils sont convaincus que la classe ouvrière doit parler pour elle-même, et mettre en avant ses propres réponses.

Et ces milliers de gens peuvent commencer à changer la situation !

**Pour le Parti de la classe ouvrière,
Sam Johnson,
Mary Anne Hering,
Gary Walkowicz**

Russie : derrière la non-surprise électorale

Avant même les élections législatives du 18 septembre en Russie, la victoire de Russie unie, le parti du président Poutine, était annoncée un peu partout, dans le pays comme à l'étranger. Il ne faut pas s'en étonner. D'abord, selon une tradition bien établie, ce scrutin – le dernier avant la présidentielle de 2018, où Poutine compte repartir pour un quatrième mandat – avait été organisé en haut lieu pour servir de tremplin à Poutine.

Ainsi, d'un bout à l'autre du pays, des commissions électorales avaient des instructions précises sur des fourchettes de scores que pouvaient se voir attribuer les partis en lice. À commencer par Russie unie, qui obtient 53% des voix et 343 des 450 sièges à pourvoir.

Fraudes et opposition de façade

Mission remplie pour ce triomphe écrasant programmé, même si cette machine bien huilée a eu quelques ratés. Ici ou là, des caméras ont enregistré des bourrages d'urnes en règle. Des scrutateurs n'ont pu accéder aux bureaux de vote. Quant au journal *Moskovski komsomolets*, qui connaissait les résultats à l'avance, il a commis la bourde de les publier

sur son site... la veille du scrutin.

Ces fraudes font partie du rituel électoral, comme le fait que les principaux partis censés représenter l'opposition – le Parti communiste (KPRF) de Ziouganov et le LDPR de l'ultranationaliste Jirinovski – sont depuis des années de fidèles soutiens du Kremlin. Avec 13% des voix chacun, ces deux partis et quelques autres tout spécialement créés par le pouvoir pour occuper le terrain, telle Russie juste, se partagent le total des sièges restant à pourvoir.

Depuis que les élections massivement truquées de 2011 avaient donné lieu à des semaines de manifestations dans les grandes villes, le pouvoir russe a joué de la carotte et du

bâton. Il a fait la chasse à toute forme d'opposition non avalisée par le régime, interdit des organisations, des ONG ou le principal institut de sondage, au prétexte qu'ils seraient des agents de l'étranger. Ayant ainsi fait place nette, il a ensuite pu s'offrir le luxe d'assouplir un peu les conditions pour constituer un parti ou se présenter à une élection. Cette fois-ci, 14 partis présentaient donc des candidats à la députation. Mais sans risque pour Russie unie, qui a trusté les immenses moyens étatiques de faire campagne, en sachant que l'opposition officielle ne lui créerait nul souci et que celle dite hors système n'avait pas les moyens matériels, et plus encore militants, de se faire entendre.

Dans ces conditions, le chiffre de participation à ces législatives, officiellement 49,7% contre 61% la fois précédente, reflète à sa façon, minorée pour les besoins du Kremlin, un désintérêt de la population pour des élections jouées d'avance et où elle ne se sent guère représentée par quelque parti que ce soit.

C'était particulièrement le cas à Moscou et Saint-Petersbourg, où les autorités n'ont pas voulu afficher une participation qui aurait forcément été interprétée comme mensongère alors que, dans bien des milieux, nombreux étaient ceux qui disaient ne pas vouloir aller voter. Le Kremlin n'a bien sûr pas oublié comment, en 2011, sa fraude affichée avait débouché sur la dénonciation par la rue « des voyous et des voleurs » aux commandes.

Du beurre ou des canons

Le pouvoir a aussi d'autres bonnes raisons de ne pas provoquer la population. Avec la crise, le pays est entré en récession économique. L'État ne dispose plus comme avant des ressources provenant de l'exportation du gaz et du pétrole, dont les cours ont reculé de plus de moitié en deux ans. Du coup, dépenses publiques et budgets sociaux sont en recul. Cela, alors que le chômage repart à la hausse et que les salaires ont perdu 20% de leur pouvoir d'achat en

un an.

Poutine se présente comme celui qui, à la différence de son prédécesseur Eltsine, aurait apporté prospérité et puissance au pays, les deux étant liés dans la propagande officielle. Mais cela ne résiste pas à l'épreuve des faits. Le rattachement de la Crimée à la Russie, le rôle que l'Amérique et l'Europe concèdent à l'armée russe dans le conflit syrien, ne riment pas avec une amélioration réelle du sort des classes laborieuses. Au contraire, leur situation ne cesse de se dégrader. Et cela ne peut qu'empirer quand le Kremlin prévoit de doubler les effectifs et moyens de son armée déjà pléthorique.

Et si ces élections rappellent une chose, c'est que face au pouvoir des privilégiés, des bureaucrates et des affairistes corrompus, entourés du chœur complaisant de quatorze partis se voulant concurrents, il manque aux travailleurs de Russie un parti, des organisations qui fassent entendre leur voix, qui défendent haut et fort leurs intérêts de classe.

Pierre Laffitte

Les droits des femmes en ligne de mire

Le rapport d'une ONG sur les femmes au Daghestan, une république du Caucase russe, jette un éclairage sinistre sur la situation faite aux femmes en ex-URSS.

Ce rapport, confirmé par les enquêtes de journalistes russes, révèle que, dans cette république, l'excision des fillettes est redevenue un phénomène de masse. Les faits rapportés montrent que, à la campagne et dans les montagnes, elles sont excisées dès l'âge de trois ans, avec l'aval des autorités religieuses. Quant aux autorités civiles, elles ferment les yeux.

Même si tel ou tel responsable local refuse que l'on mutile sexuellement les femmes de sa famille, les hommes au pouvoir s'accommodent fort bien que la population, et d'abord sa moitié féminine, se voie imposer toutes sortes de carcans. Cela depuis la religion, prétexte à imposer la charia comme en Tchétchénie, autre république russe du Caucase, jusqu'aux coutumes médiévales les plus infâmes, du port du voile aux mariages imposés, à la polygamie redevenue légale dans certaines régions

et aux sévices les plus barbares, telle l'excision.

C'est une régression terrible quand on sait qu'un des apports majeurs de la Révolution russe dans ces régions avait été d'aider par tous les moyens, avec le soutien de l'État, les femmes et les filles à se libérer de siècles d'une oppression multiforme.

Dès la publication de ce rapport, le mufti qui préside le Centre de coordination des musulmans du Caucase du Nord s'est permis de déclarer : « Il faudrait exciser toutes les femmes, il n'y aurait plus de débauche sur terre et il y aurait moins de sexe. » Qu'avec de telles autorités « morales », pareille barbarie se répande ailleurs n'est pas étonnant. Mais ses propos ayant fait scandale, en tout cas dans l'opinion car au sommet de l'État russe nul ne les a relevés, le conseil des muftis de Russie s'est défaussé avec hypocrisie, invoquant « une tradition, certes, mais qui n'a rien de musulman ».

Quant à l'Église orthodoxe, qui bénit chaque fait et méfait de Poutine et de son régime et veut faire interdire l'avortement, elle n'allait pas laisser passer cette occasion de montrer qu'en matière de barbarie et d'obscurantisme, personne ne saurait lui en remonter. Ainsi, un porte-parole

du patriarcat, qui avait déjà applaudi au code vestimentaire islamique imposé aux femmes de Tchétchénie, disant qu'il en faudrait un pour les femmes russes, a déclaré que ces dernières étant moins volages que les autres, elles « n'avaient pas besoin d'être excisées » !

Dans la sainte Russie, les

religieux de tous bords se serrent les coudes pour faire barrage aux droits les plus élémentaires des femmes et leur imposer une régression sur tous les plans. Ce dont femmes et hommes auraient bien besoin, c'est d'un grand coup de balai pour en finir avec cette engeance réactionnaire.

P.L.



Affiche de l'époque de la révolution russe représentant l'émancipation de la femme musulmane – qui foule au pied son voile – grâce au socialisme.

Belgique : à Caterpillar, ils veulent enterrer les travailleurs vivants !

Vendredi 16 septembre, en solidarité avec les travailleurs de Caterpillar, 3 000 à 5 000 manifestants se sont retrouvés à Charleroi. À côté de beaucoup de travailleurs de Caterpillar et de sous-traitants, des délégations syndicales d'autres grandes entreprises étaient venues, dont une forte délégation CGT de Caterpillar de Grenoble où une partie de l'activité de Charleroi serait transférée. Un geste de solidarité internationale fort remarqué et apprécié.

Des grandes entreprises de la région, ce n'étaient pas seulement les délégués syndicaux qui s'étaient déplacés, des groupes de travailleurs de la Sonaca, d'Aperam, d'Industeel et bien d'autres avaient tenu à être présents, beaucoup de travailleurs se rendant compte que de semblables menaces pèsent sur toute la classe ouvrière.

À part les traditionnels pétards lancés dans un tunnel, le cortège était cependant très silencieux. Depuis l'annonce de fermeture, il y a deux semaines, la production était à l'arrêt. Il n'était pas pensable de faire tourner l'usine normalement. Mais il ne s'agissait pas de grève. Les

syndicats avaient en effet appelé tout le monde à se présenter normalement au travail « afin de respecter leurs contrats de travail », soi-disant pour ne pas donner le prétexte à Caterpillar de procéder à des licenciements pour faute grave, et donc se priver, selon les syndicats, des indemnités qui seront négociées dans les mois à venir dans le plan social. Sous prétexte de ménager les forces pour une « lutte longue », aucune action n'était prévue.

Les travailleurs dans le cortège venaient donc de passer deux semaines à tuer le temps et à ressasser ces menaces. Il y a eu peu d'assemblées et c'était surtout pour entendre des

appels à rester calmes et dignes, d'éviter la casse. Ce ne sont pourtant pas les travailleurs les casseurs, ce sont les patrons qui cassent les entreprises.

De dignité, il était aussi beaucoup question dans les discours tenus par les dirigeants syndicaux à la fin du cortège. Antonio Cocciolo, ancien délégué de Caterpillar à la réputation combative, aujourd'hui président de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut (le syndicat socialiste), a décrit longuement les répercussions catastrophiques que signifient la disparition des 2 000 emplois de Caterpillar, plus celle des 3 000 emplois des sous-traitants pour la région.

Il a certes affirmé que la FGTB n'accepte pas la fermeture. Mais pour ce qui est de la lutte, il a surtout parlé des luttes du passé. Celles-ci auraient marqué la population de la région, lui donnant des traits de caractère particuliers, en en faisant des gens à part. Une façon comme une autre d'isoler les travailleurs de



La manifestation empruntant la trémie proche de la gare du Sud à Charleroi.

ceux des autres régions où les licenciements ne manquent pourtant pas non plus, des milliers de suppressions de postes ayant été annoncés depuis la fin des vacances dans l'ensemble du pays.

Quant à la lutte d'aujourd'hui, les dirigeants syndicaux se sont limités à des pseudo-menaces face au monde politique : « On a entendu vos promesses », « on vous tient à l'œil », « ce n'est pas parce que nous n'avons pas encore démarré la lutte que nous ne lutterons pas demain ». Mais qu'est-ce que les politiciens et surtout le PS au gouvernement en Wallonie ont promis exactement ? Certes, dans les jours qui ont suivi l'annonce, ils ont même parlé de réquisition. Mais derrière cet accès de radicalisation verbale, ils ne défendent que l'éternelle perspective de trouver un

très hypothétique employeur de remplacement, à coup de cadeaux s'entend. Comme à Liège (ArcelorMittal), comme à Genk (Ford), cette perspective, surtout sans rapport de force, ne promet aux travailleurs que du chômage ainsi que des conditions de travail et des salaires dégradés pour ceux qui restent.

Lundi 19 septembre, la production a été redémarrée avec la bénédiction des syndicats. Mais il n'est nullement dit que les travailleurs se laissent ainsi enterrer vivants tellement la situation est révoltante. Pour la lutte qui est nécessaire, ils ne peuvent compter que sur leur propre force. Leurs alliés potentiels sont les travailleurs des autres entreprises. Certainement pas les politiciens gouvernementaux ou les directions syndicales.

Correspondant LO

Bayer achète Monsanto : mariage d'empoisonneurs

Le groupe chimique allemand Bayer a déboursé 66 milliards de dollars pour racheter son homologue américain, Monsanto. L'ensemble ainsi constitué contrôlera les intrants agricoles, depuis les désherbants pour nettoyer le terrain jusqu'aux pesticides pour éradiquer les insectes et maladies en passant par les semences capables de résister à tous ces traitements.

Cette fusion géante renforcera la mainmise d'un tout petit groupe de capitalistes sur l'alimentation de sept milliards d'êtres humains. Les conséquences sont faciles à prévoir puisqu'elles sont déjà le

fait de Bayer et Monsanto : maladies pour les producteurs et agriculteurs, disparition de certaines espèces d'insectes et de nombreuses variétés de plantes, appauvrissement des sols, pollutions diverses et

diversement graves. Le problème n'est pas dans l'utilisation de la chimie, et plus généralement de la science et de l'industrie, pour améliorer les rendements agricoles. Cette intervention est aussi vieille que l'agriculture elle-même et sans elle l'humanité n'aurait jamais pu se développer. Le problème est que cette intervention est laissée aux mains des capitalistes guidés par le seul profit immédiat. Leur emprise est de plus en plus grande. Pourtant non seulement toute

la population mondiale ne mange pas à sa faim, mais il devient évident qu'une partie de ceux qui sont rassasiés sont aussi quelque peu empoisonnés.

Devant cette crise alimentaire et sanitaire, qui est un des aspects de la crise plus générale de l'économie capitaliste, les puissants de ce monde ne restent pas les bras ballants. Ils consacrent donc 66 milliards de dollars, prêtés par les grandes banques, avec l'accord des États et des autorités financières,

à un rachat entre empoisonneurs. Rien de nouveau n'aura été créé avec cette somme colossale, peut-être même les capitalistes en profiteront-ils pour détruire des emplois. Mais la finance aura fait sa pelote, les bénéfices de l'agrochimie seront concentrés dans un plus petit nombre de poches, le poids des parasites se fera un peu plus pesant, une partie un peu plus grande du travail humain partira en fumée.

Paul Galois

Raynal et Roquelaure - Camaret-sur-Aigues : grève pour les salaires

Les ouvriers de l'usine Raynal et Roquelaure de Camaret-sur-Aigues, dans le Vaucluse, poursuivent une grève débutée fin août pour des augmentations de salaire.

Quand ils ont revendiqué 40 à 60 euros de plus par mois, leur patron leur a répondu que « demander une telle augmentation des salaires et se bloquer dans

une situation de non-retour, eh bien oui, je trouve cela inconvenant, décalé ».

Ce patron des raviolis Buitoni, des sauces Maggi et autres plats cuisinés qui refuse cette petite augmentation de salaire distribuée en même temps à ses actionnaires près d'un million d'euros. Alors, ça c'est inconvenant ! Quand le salaire moyen d'un ouvrier en

production est, selon le délégué CGT, d'un montant net mensuel de 1024 euros par mois en comptant la majoration des heures travaillées la nuit, revendiquer une augmentation est plus que légitime.

Devant l'attitude de leur patron, la quasi-totalité des 200 salariés de l'usine de Camaret-sur-Aigues, sauf les intérimaires et les CDD,

se sont mis en grève depuis la fin août.

Lorsque Nestlé a cédé cette usine, tout ce qui accompagnait le salaire de base a été supprimé : les 80 euros de prime de nuit, la prime de transport et la participation ainsi que les 500 euros d'intéressement. Ce qui n'a cependant pas empêché le directeur des ressources humaines d'être

augmenté de mille euros par mois...

La grève se poursuit et les salariés sont toujours une centaine sur le parking. Ils étaient présents à la manifestation du jeudi 15 septembre à Avignon, où ils ont reçu le soutien de nombreux salariés venus discuter avec eux et verser à leur caisse de grève.

Correspondant LO

Valls : quatre ans pour les riches, quatre lignes pour les pauvres

Dans une tribune publiée mercredi 21 septembre, le Premier ministre Valls se penche sur le problème de la pauvreté et se targue de « faire vivre la solidarité ».

Sa solidarité consisterait à trouver la bonne façon de faire la charité aux huit millions de personnes que la politique de licenciements systématiques, de réduction d'emplois dans la fonction publique, de précarisation généralisée menée par patrons et gouvernements depuis quarante ans, a réduites à la pauvreté. Il songe donc à simplifier l'accès aux minima sociaux et à explorer de nouvelles pistes, comme le revenu minimum universel.

Valls ne se prononce pas, ou pas encore, sur le détail de ce revenu universel. Mais ce qui est certain, c'est qu'il n'envisage nullement de faire payer les capitalistes pour le financer. Cela réduit cette formule de revenu universel à un slogan publicitaire sans aucun contenu.

Pendant longtemps, sous la pression du mouvement ouvrier, la solidarité organisée par l'État a consisté à répartir une part de la richesse créée par les travailleurs sous forme de caisses de retraite, assurance maladie, services publics de santé, d'éducation, de transports, logements

sociaux, etc. Mais, la crise venant, le capital exige de disposer de cette richesse sociale. Et les gouvernements, celui de Valls comme les autres, ont organisé ce transfert, pillé les fonds publics au profit des banques, détruit les caisses sociales, supprimé des postes de fonctionnaires utiles à la population.

Même lorsqu'il parle de la solidarité, Valls prend bien soin d'écrire que cette destruction continuera. Alors, quant au traitement de la pauvreté, il lui reste peu de choses pour se distinguer de la droite dans la campagne électorale qui vient. Celle-ci qualifie les huit millions de pauvres d'assistés, quand ce n'est pas crûment de fainéants. Valls affirme ne pas accepter ce vocabulaire. C'est même cela qu'il met en exergue de sa tribune, pour que la presse le relève comme un signal à l'électorat de gauche. Mais qu'est-ce que cela peut bien changer puisqu'il accepte, qu'il organise même, l'appauvrissement de la classe travailleuse tout entière ?

Paul Galois

Restos du cœur – Rochefort : la pauvreté bat des records

L'été n'est pas encore fini que les Restos du cœur de Rochefort, en Charente-Maritime, dont les locaux exigus ne permettent pas de faire face à l'affluence, envisagent d'ouvrir un quatrième jour par semaine. En trois ans, le nombre de bénéficiaires est passé de 175 à 320 familles (soit 1 000 personnes) l'été, et à 600 familles l'hiver

(1 800 personnes), parmi lesquelles des personnes âgées, à la retraite trop petite pour vivre, comme de jeunes travailleurs et un nombre croissant de mères célibataires. L'affluence aux autres centres, comme la Croix-Rouge, connaît une explosion similaire.

Dans la cité balnéaire voisine, Fouras, le 3 septembre, les riches snobs

pouvaient parader dans des cabriolets des années 1950, avec costumes d'époque millésimés, au « concours d'élégance automobile » organisé par la municipalité et l'« union des forces économiques » (sic) de la ville.

Une illustration locale des inégalités criantes du monde capitaliste.

Correspondant LO

Vente de Rafale à l'Inde : Hollande VRP de Dassault

Après près de dix ans de négociations, Hollande pourra-t-il se vanter d'avoir la signature par l'Inde d'un contrat d'achat de Rafale ? En tout cas, il n'a pas ménagé ses efforts au service de Dassault.

Trente-six appareils pourraient être commandés pour un total de 7,87 milliards d'euros. Depuis que l'armée de l'air

indienne a commencé à se fournir chez Dassault, ces engins de mort ne sont pas restés inutilisés. Les Ouragan ont été engagés durant la guerre contre la Chine pour le contrôle de territoire de l'Himalaya en 1962, les Mystère IV dans des missions d'attaque au sol lors des multiples conflits avec le Pakistan entre 1967 et

1971, les Jaguar dans des missions de reconnaissance contre la guérilla au Sri Lanka entre 1987 et 1990, puis les Mirage 2000 à nouveau contre le Pakistan en 1999. On imagine déjà le sourire du ministre de la Défense, Le Drian, s'il parvient à ajouter les Rafale au palmarès.

Jean Sanday

École La Juncasse – Toulouse : la mobilisation a payé

Les effectifs de cette école du quartier de la Roseraie à Toulouse ont beaucoup augmenté l'année dernière. L'Éducation nationale a donc décidé d'ouvrir une 10^e classe pour accueillir les élèves à la rentrée 2016-2017. Mais aucun enseignant n'a été nommé et la rentrée a dû se faire avec un remplaçant. À la mi-septembre, le

poste n'était toujours pas pourvu. Et ce n'est pas un cas isolé, dans le département, une vingtaine de classes sont dans la même situation.

Les parents d'élèves de l'école se sont réunis. Ils ont décidé de réaliser une banderole pour dénoncer cette situation, et d'organiser un « petit-déjeuner d'information »

où ils comptaient distribuer un tract appelant à un rassemblement devant le rectorat.

Cette mobilisation a fait qu'un enseignant a été nommé, dès le lendemain, sur la classe pour l'année. Une situation que résumait un parent d'élève : « Si on ne se bagarre pas, on n'obtient pas ».

Correspondant LO

Fil rouge

Au moins une élection remportée par Hollande...

Lundi 19 septembre, Hollande s'est fait remettre le prix de « l'homme d'État mondial » pour 2016 par la fondation The Appeal of Conscience. Cette organisation, censée récompenser « les dirigeants qui soutiennent la paix et la liberté », comprend parmi ses dirigeants un rabbin new-yorkais, l'archevêque de Vienne... et le PDG de Coca-Cola ! Ils avaient déjà décerné cette distinction à Sarkozy en 2008.

Et Hollande, qui n'a pas démérité par rapport à son prédécesseur en termes de bombardements et interventions militaires, méritait bien d'avoir ce prix à son tour...



Ces patrons qui votent Hollande

Laurence Parisot, ancienne dirigeante du Medef, préfère Hollande à la droite. Elle a ainsi déclaré « qu'il n'y a aucune idée nouvelle à droite sur l'approche économique et sociale » tandis que « François Hollande a développé une approche sociale-démocrate qui correspond à ce que j'estime être efficace pour notre pays ».

Il est vrai que la gauche a gâté le patronat depuis des années avec les dizaines de milliards du pacte de responsabilité et du CICE, tout en le laissant licencier à sa guise. Le gouvernement vient d'ailleurs de lui offrir une loi travail taillée sur mesure. Il y a au moins un patron qui sait lui témoigner sa reconnaissance.

Minima sociaux et mini-mesures gouvernementales

Il y a cinq mois un rapport parlementaire appelait à une « réforme d'ampleur » des minima sociaux. Depuis quelques semaines, le Premier ministre Valls s'est emparé du sujet pour en faire un « grand projet pour la gauche ». A-t-il prévu une augmentation des allocations ? Non ! Il n'envisage que quelques mesures de simplification administrative pour les bénéficiaires des minima sociaux... et le lancement d'un portail Internet !

On espère que cette grande « réforme » permettra au moins de donner du travail à un informaticien mais ce n'est même pas sûr...

La Poste – Lille : trois jours de grève

Les facteurs de Lille ont fait trois jours de grève du jeudi 15 au samedi 17 septembre. Depuis des années, La Poste enchaîne les plans de restructuration. L'objectif est de faire des bénéfices toujours plus importants. Et c'est de plus en plus rentable puisque la seule activité courrier-colis de La Poste a dégagé un résultat net de plus de 500 millions d'euros pour les six premiers mois 2016.

Ce sont les postiers qui en payent le prix, de restructuration en restructuration, la direction supprime des postes et augmente la charge de travail des salariés. Elle a recours à des intérimaires, des CDD et même des auto-entrepreneurs, jusqu'à la moitié de l'effectif dans certains sites. Son but est de faire du chantage à l'emploi afin d'imposer des conditions de travail toujours plus difficiles.

À Lille, la restructuration 2016 prévoit déjà de supprimer 15 positions de travail, qui s'ajoutent aux 50 supprimées en quatre ans. De plus, dans le cadre du projet national La Poste 2020, la direction locale veut introduire les premières tournées « boxables », c'est-à-dire contraindre les facteurs à prendre en charge la distribution des colis (chargés à l'arrière de leur vélo dans une grosse boîte) en plus de la distribution normale du courrier. Avec pour première conséquence des tournées plus longues, plus pénibles et plus dangereuses. L'autre conséquence serait de réduire les équipes qui sont actuellement chargées de la distribution des colis.

L'autre projet de la direction est d'introduire les

premières « tournées sacoches ». Il s'agit de spécialiser des facteurs dans le tri, alors que les autres ne feraient plus que de la distribution. Aujourd'hui, les facteurs trient le courrier de leur propre tournée, ce qui leur permet de s'organiser. La spécialisation des facteurs se traduirait par un travail plus pénible et des journées à rallonge. Cette division entre trieurs d'un côté et distributeurs externes de l'autre est bien sûr la première étape en vue de sous-traiter la distribution après avoir soustraité les colis et la distribution des publicités.

Dans les unités de distribution de Lille, ce projet de restructuration ne passe pas. Les syndicats CGT et SUD ont appelé à faire grève jeudi 15 septembre, à la fois contre la loi travail et contre les plans de la direction. Jeudi, plus de la moitié des postiers de Lille ont fait grève et une quarantaine se sont rassemblés devant un des sites de distribution du courrier afin de discuter avec leurs collègues pour les convaincre de les rejoindre.

Cela faisait des années que les facteurs n'avaient pas fait grève aussi nombreux. Mais la direction locale ainsi que la direction du Nord ont refusé de



recevoir les grévistes. Ces derniers ont donc décidé de continuer leur grève vendredi et samedi pour aller devant les autres centres de distribution de Lille et s'adresser au maximum de collègues. Ils étaient encore une vingtaine en piquet de grève vendredi et une quinzaine samedi, avec un tract qui reprenait leur opposition à la restructuration et leur revendication de l'embauche des intérimaires et des CDD.

Les grévistes ont décidé de reprendre le travail ensemble, sur les différents sites de Lille, lundi 19 septembre. En effet, ils sont éclatés sur sept centres de distribution différents et ils ne veulent pas que l'encadrement leur impose de rattraper le travail des jours où ils avaient fait grève. Ils sont fiers d'avoir montré leur détermination et l'unité des postiers des différents sites. Ils sont conscients que ce n'est qu'une première étape et qu'il leur faudra être plus nombreux pour stopper les restructurations et imposer l'embauche des facteurs intérimaires et CDD.

Correspondant LO

FVM – Villers-la-Montagne : grève pour le maintien de tous les emplois

Les 220 travailleurs de FVM à Villers-la-Montagne en Meurthe-et-Moselle ont fait grève du lundi 12 au mercredi 14 septembre pour exiger de Renault qu'il s'engage à poursuivre ses commandes à l'usine. Celle-ci est une ancienne fonderie de PSA Peugeot-Citroën que

Peugeot a jetée comme un kleenex. Il y avait plus de 500 salariés à l'époque.

Maintenant, l'usine produit exclusivement pour Renault qui, sous la pression de la grève, s'est engagé par écrit qu'il « n'entend pas mettre en œuvre des schémas d'approvisionnement

alternatif à FVM, au détriment de FVM ».

L'usine est toujours en redressement judiciaire. Il y en a assez que les grands groupes sous-traitent, non seulement la production, mais aussi et surtout les licenciements.

Correspondant LO

Michelin – Ladoux : inauguration du centre de recherche, des cadeaux à venir

Vendredi 16 septembre, c'était le grand show pour l'inauguration du nouveau centre de recherche Michelin sur le site de Ladoux, en Auvergne. En guest star, Valls est venu faire allégeance à Sénard, le président de l'entreprise, comme tous les dirigeants

socialistes l'ont fait à tour de rôle, depuis Mitterrand jusqu'à Hollande.

Reconnaissant l'aide gouvernementale, notamment pour la réalisation du nouveau campus, ou encore avec le crédit d'impôt recherche, Sénard en a quand même réclamé davantage.

L'État devrait « aller plus loin » et « faire fructifier l'innovation en France ». Traduisez : les fonds publics devraient encore plus alimenter les profits privés.

Gageons qu'en la personne de Valls il ait trouvé une oreille attentive.

Correspondant LO

La Poste – Le Havre : un projet de réorganisation qui ne passe pas

La majorité des employés de la plateforme courrier du Havre-aéroport est en grève depuis le mardi 13 septembre. Ce site de La Poste effectue le tri de la totalité du courrier de la ville du Havre et assure la distribution dans la ville haute et quelques communes environnantes.

La direction de La Poste, prétextant une baisse de l'activité courrier, entend procéder à une réorganisation qui se solderait par sept emplois en moins. Parmi les mesures envisagées figurent le transfert des

machines de tri à Rouen et l'instauration pour les facteurs en tournée d'une coupure de 45 minutes non rémunérée le midi, en lieu et place de leur pause de 20 minutes comprise dans le temps de travail.

On comprend que ces menaces ne passent pas !

Devant l'intransigeance de la direction, un appel à été lancé par les syndicats à étendre le mouvement à partir du vendredi 23 septembre aux autres plateformes de la ville.

Correspondant LO

Sotralentz – Drulingen : emplois menacés

Une cinquantaine de salariés de Sotralentz à Drulingen, dans le Bas-Rhin, ont débrayé vendredi 16 septembre suite à l'annonce d'un dépôt de demande de cessation de paiement. Ils sont 600 sur ce site, et 120 à Sarralbe. Des repreneurs sont dans la course, mais ce serait filiale par filiale.

Sotralentz n'est pas la petite entreprise du coin : 1 100 salariés, elle intervient dans la construction, l'habitat, le packaging,

et est présente aussi en Allemagne, Espagne, Pologne, Roumanie, avec un chiffre d'affaires de 280 millions d'euros. Est-elle réellement en difficulté ? Les travailleurs n'en sont de toute façon nullement responsables. Et ils devraient pouvoir le vérifier, en ayant accès à la véritable comptabilité, et en sachant ce qu'il est advenu des profits générés par leur travail pendant toutes ces années.

Correspondant LO

Viande : la grande distribution se fait du gras

À l'occasion d'une revalorisation des prix payés par les supermarchés aux éleveurs de bovins, l'Observatoire des prix et des marges a publié des chiffres édifiants.

Sur un kilo de viande hachée réfrigérée vendue en moyenne 10,77 euros, les distributeurs encaissent 4,35 euros. Leur marge, qui dépasse ce qui revient aux éleveurs (3,50 euros), n'a pas cessé de croître ces

dernières années au détriment de celle des éleveurs. Ainsi, si le prix d'achat aux producteurs de la viande bovine a baissé de 4,12 à 3,50 euros entre 2013 et 2015, la grande distribution a augmenté sa marge, passant de 3,70 à 4,35 euros entre 2011 et aujourd'hui.

Voilà pourquoi les éleveurs, qui disent ne plus y arriver, sont en colère.

P.L.

Chambéry – Affaire Tefal : la mobilisation continue

Mercredi 14 septembre se tenait au palais de justice de Chambéry le procès en appel de Laura Pfeiffer, inspectrice du travail chargée de l'usine Tefal de Rumilly, et d'un salarié « lanceur d'alerte » de cette entreprise. Tous deux avaient été condamnés en décembre 2015 par le tribunal correctionnel d'Annecy pour « détournement de courriels et accès frauduleux à un système informatique, recel et violation du secret professionnel » à 3 500 euros d'amende avec sursis, mais avec inscription au casier judiciaire, et 2 500 euros de paiement des frais de justice.

Toute cette affaire a débuté en 2013. À l'époque, cette inspectrice avait constaté des infractions à la législation du travail chez Tefal, une des plus grosses entreprises de Haute-Savoie. La direction utilisa alors ses bonnes relations avec le directeur départemental du travail et les renseignements

généraux pour faire pression sur elle et la faire craquer. La machination fut révélée par un technicien de l'usine qui avait intercepté des mails compromettants pour la direction. La direction de Tefal passa alors à la contre-attaque : traîner le salarié, par ailleurs licencié pour faute lourde dès 2014, et Laura

Pfeiffer en correctionnelle. Traitant la plainte en un temps record, le procureur d'Annecy a, dès le début, pris ouvertement position pour Tefal. Par contre, dans le même temps, il classait sans suite les procès-verbaux d'infraction au droit du travail dressés par l'inspectrice.

Il est donc clair que les délinquants dans toute cette affaire sont du côté patronal, pourtant ce sont l'inspectrice et le salarié qui se sont retrouvés condamnés !

Face à ce déni de justice, cette fois encore près de 400 manifestants sont venus crier leur indignation pendant toute la durée de l'audience de la cour d'appel de Chambéry du 14 septembre, militants de la région mais aussi



Rassemblement devant le palais de justice.

syndicalistes du ministère du Travail venus de Paris. Les prises de parole de militants de La Poste de Savoie et de l'Isère, mais aussi de Roissy et de Goodyear ont dénoncé la généralisation de la répression, qui va de pair avec l'offensive patronale relayée par le gouvernement. Même les médecins du travail ne sont pas épargnés : dans son intervention, le représentant de l'association Santé et médecine du travail a

fait état des plaintes patronales (plus de 200 par an !) relayées par le Conseil de l'ordre contre des médecins qui osent mettre en rapport les conditions de travail inhumaines et la dégradation de la santé des travailleurs.

Le verdict sera rendu le 16 novembre prochain, rendez-vous a été pris pour une nouvelle manifestation de soutien.

Correspondant LO

Conseil départemental du Nord : plan d'économies

Depuis le mois d'avril 2016, le conseil départemental du Nord s'est lancé dans la recherche d'économies sur le dos des agents des collègues.

Sa première mesure a été de supprimer neuf jours de congés par an, issus d'accords passés. Dès janvier 2017, les agents territoriaux du département devront assurer 72 heures de travail en plus chaque année, sans rémunération supplémentaire. Pour les agents du ménage, ce sera parfois 30 minutes de travail de plus par jour ou des permanences supplémentaires pendant les vacances.

Il veut aussi diminuer les effectifs des techniciens d'atelier par collège pour reconstituer des brigades mobiles, les EMOP. Là aussi, la quantité de travail augmenterait : pour ceux qui resteraient, moins nombreux, dans les établissements et qui devraient

peut-être même intervenir dans les établissements proches, pour les travailleurs des brigades qui couvriraient de larges secteurs géographiques et pas seulement dans les collèges. Cette politique avait déjà été préparée par le Parti socialiste quand il était encore à la tête du département.

Maintenant le président Les Républicains du conseil départemental du Nord cherche à privatiser l'entretien des collèges. Les espaces verts seraient bientôt sous-traités et il a fait expérimenter dans quelques collèges l'intervention de sociétés de nettoyage pour le ménage des classes et des locaux. Son objectif est double. D'une part, mettre en concurrence les agents

du public avec des salariés aux conditions de travail dégradées pour augmenter partout les charges de travail, diminuer le nombre de postes et baisser les salaires dans les collèges en faisant appel au privé, au détriment de la qualité de vie et de la santé. D'autre part, il donnerait le marché de l'entretien des collèges aux grosses sociétés de nettoyage privées, et tant pis si elles organisent un racket sur les comptes publics, sans assurer correctement le travail.

Pour justifier ces mesures, le conseil départemental met en avant la baisse des budgets attribués par l'État aux départements, ce qui montre seulement que gauche et droite s'entendent à faire des économies au détriment des salariés du privé et du public.

Correspondant LO

La Poste – Tulle : grève de soutien à un facteur

Lundi 19 septembre, la majorité des facteurs de Tulle étaient en grève en soutien à l'un d'eux, délégué syndical CGT, traduit devant un conseil de discipline à Limoges. Pour avoir modifié l'avant de son scooter de travail afin de se protéger contre la pluie et le vent (et par la même occasion de protéger le courrier transporté), il risque de un à six mois de mise à pied, c'est-à-dire sans salaire. La direction considère que l'avant du véhicule ayant été alourdi par la fixation d'une protection en plexiglas, cela modifie son équilibre et le rend dangereux, notamment lors des manœuvres. Ce facteur, à six mois de la retraite, avait déjà aménagé son précédent scooter sans problème.

La Poste qui s'inquiéterait des dangers encourus par les postiers dans le cadre de leur travail, ce serait une première ! Elle qui rallonge les tournées, pousse à distribuer toujours plus et partant toujours plus vite. Elle, dont certains cadres n'ont pas hésité, pour faire appliquer sa politique de rentabilité, à obliger une postière (qui vient de porter plainte pour mise en danger de la vie d'autrui) à travailler alors qu'elle venait de faire un AVC.

Sans parler des multiples réorganisations, fermetures de services, de bureaux, chamboulant la vie des postiers au point que certains en arrivent à des gestes extrêmes sur le lieu même de leur travail.

Correspondant LO

Grenoble : agents municipaux dans la rue

Les agents municipaux de Grenoble avaient une raison supplémentaire de manifester le jeudi 15 septembre contre la loi travail : la volonté de la majorité municipale Verts/Parti de gauche et du maire Éric Piolle de réduire de 7 millions d'euros sur deux ans la masse salariale. 150 postes vont en effet être supprimés, ce qui aura aussi comme conséquence

l'augmentation de la charge de travail dans plusieurs services. Déjà, deux bibliothèques de quartier ont été fermées à la rentrée.

Après s'être rassemblés à l'appel de l'intersyndicale et avoir rejoint la manifestation, une délégation des municipaux s'est placée en tête de cortège. Les manifestants, dynamiques, scandaient entre deux slogans contre la loi travail :

« L'austérité locale, on n'en veut pas, pas de Piolle emploi. » et « Ville durable, agents jetables. »

En attendant une nouvelle journée de mobilisation, les employés se sont donné rendez-vous au prochain conseil municipal lundi 26 septembre pour continuer à protester contre le sale plan d'austérité de la municipalité.

Correspondant LO

Printemps 2016 : quatre mois de mobilisation contre la loi travail

Vient de paraître

brochure sur le mouvement contre la loi travail

2 euros

Lutte ouvrière

Arkema – Pierre-Bénite : coup de colère contre les suppressions d'emplois

La direction d'Arkema a annoncé mercredi 14 septembre, en comité central d'entreprise (CCE), sa décision de fermer le Forane 134a, un atelier de produits fluorés, sur son site de Pierre-Bénite, dans le Rhône. Cela entraînera la suppression de 38 postes.

Le Forane 134a, utilisé en grande partie dans la climatisation automobile, va être interdit pour tout nouveau véhicule à partir du 1^{er} janvier 2017, pour raison de protection de l'environnement. Mais il continuera à être utilisé pour recharger les climatisations des anciennes voitures.

Mais Arkema veut profiter de l'occasion pour faire

passer un plan d'économies de cinq millions d'euros en supprimant des emplois bien au-delà de l'atelier concerné, dans des secteurs tels que les laboratoires, la maintenance, l'inspection, la logistique et probablement en réduisant les contrats des entreprises extérieures.

La direction assure qu'il n'y aura aucun

licenciement, que tous les salariés concernés seront reclassés. C'est une contre-vérité, car cela ne concerne pas les CDD, nombreux sur le site. Or ces derniers sont là depuis des mois, des années pour certains. Ils sont indispensables à la production et, malgré leur présence, la charge de travail est fréquemment insupportable. Présents depuis longtemps, des liens, une solidarité se sont créés avec les embauchés, qui n'acceptent pas la perspective de leur renvoi.

Alors l'annonce de la fermeture a provoqué la colère des travailleurs postés,

qui ont spontanément et massivement débrayé le jour du CCE, provoquant l'arrêt total de la production. À l'assemblée générale du lendemain, de nombreux travailleurs étaient présents, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Et cette fois, il y avait aussi des journaliers, montrant qu'ils se sentaient concernés et contestaient les suppressions de postes.

Le ton n'était pas à l'abattement, bien au contraire. À la proposition des syndicats et de la direction de faire faire une expertise, un travailleur a répondu, approuvé par

toute l'assemblée : « Les expertises, on a déjà donné, ça ne sert à rien, ce qu'il faut c'est mettre la boîte à terre », autrement dit arrêter la production.

Pour l'instant, la grève est suspendue, mais la colère est bien là, surtout qu'Arkema se porte bien. Tous les analystes financiers louent les performances du groupe. Dans ces conditions, ces suppressions de postes, pour enrichir un peu plus des actionnaires qui se sont déjà gavés ces dernières années, apparaissent inacceptables.

Correspondant LO

Continental : rassemblement festif de fin de conflit

De mars 2009 à octobre 2016, pendant plus de sept ans, les travailleurs de Continental à Clairoix dans l'Oise se sont mobilisés contre la fermeture de leur entreprise et pour arracher le maximum de garanties pour leurs 1 113 camarades. Ce combat n'a pu empêcher le désastre humain et social qu'a entraîné la décision du groupe multimilliardaire Continental. Mais les travailleurs ont relevé le défi, ont fait face à ce géant industriel qui,

comme toujours, a reçu l'aide et l'appui de l'État et des gouvernements en place. Et les travailleurs les ont obligés à reculer.

Continental n'a jamais cessé de contester les jugements qui l'avaient condamné pour licenciements sans cause économique des salariés de Clairoix. La décision de la Cour de cassation, intervenue en juillet 2016, a donné définitivement raison aux travailleurs

La prise en main de leur lutte directement

par les travailleurs a permis de maintenir une large mobilisation pendant des années. Et les procès gagnés ont été, à leur façon, la traduction de ce rapport de force maintenu par des centaines de travailleurs.

C'est cette fraternité dans la lutte, cette dignité et solidarité ouvrières, qui vont être célébrées le 1^{er} octobre. Et même si les problèmes de tous sont bien loin d'être encore réglés, la fierté d'avoir mené ce combat jusqu'au

bout restera l'acquis le plus précieux que les travailleurs de Continental auront gagné.

Le Comité de lutte des travailleurs de Continental Clairoix a décidé d'organiser un rassemblement festif de fin de conflit, samedi 1^{er} octobre, dans le parc de la mairie de Margny-lès-Compiègne à 14 h 30.

Le rassemblement, ouvert à tous, sera suivi d'un concert des Fatals Picards.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Syrie : cinq jours de trêve, cinq ans de guerre

La trêve décidée pour la Syrie le 12 septembre, à la suite de l'accord de cessez-le-feu conclu entre les États-Unis et la Russie, n'aura duré que quelques jours. Samedi 17 septembre, puis lundi 19, des attaques aériennes ont été menées, l'une probablement par l'aviation américaine, l'autre par celle d'Assad ou de Poutine.

Sur le terrain, les combats avaient déjà repris pendant le week-end dans la banlieue de Damas. À l'autre bout du pays, au cœur d'une zone encore contrôlée par Daech, des bombardements américains censés viser les djihadistes ont atteint des troupes d'Assad à Deir-el-Zor, ville aux mains de l'armée syrienne, causant la mort de quatre-vingt soldats.

Deux jours plus tard, près d'Alep, c'est un convoi humanitaire qui était

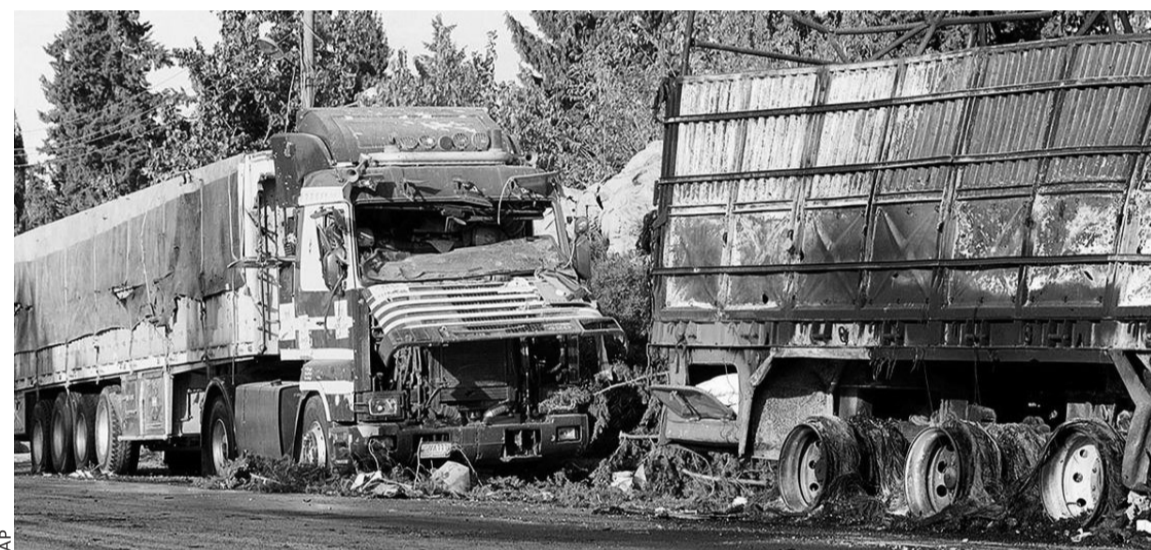
atteint, causant la mort de vingt personnes. Les camions transportaient aide sanitaire, médicaments et nourriture devant ravitailler 50 000 personnes. Cette fois, à en croire des responsables américains, la faute en incomberait à la Russie ou à Assad, deux bombardiers russes ayant été repérés sur les lieux. En réaction, dès le lendemain, l'ONU a suspendu l'acheminement de ses convois humanitaires dans le pays.

Au même moment, les dirigeants des grandes

puissances se succédaient à la tribune de l'assemblée générale annuelle de l'ONU, discourant hypocritement sur la situation de la Syrie. Obama a appelé à poursuivre le « difficile travail » de dialogue. Hollande, quant à lui, a déclaré que, sous peine de sentir la honte peser sur l'assemblée, elle se devait de « mettre fin maintenant à la tragédie syrienne ».

Près de 400 000 morts en Syrie en cinq ans, des millions de réfugiés, des villes, des villages et des infrastructures en partie détruits, voilà un passif que les dirigeants des grandes puissances, entièrement préoccupées de leurs intérêts dans la région, ont à leur bilan.

Viviane Lafont



Un convoi humanitaire de l'ONU bombardé près d'Alep.

Brésil : Lula dans la tourmente

Le 13 septembre, le parquet brésilien a demandé la mise en examen de l'ex-président Lula, de sa femme et de six de ses proches. C'est l'hallali contre le Parti des travailleurs.

En mai, Lula avait été exclu du gouvernement, du fait de la suspension de la présidente Dilma Rousseff. Fin août, celle-ci a été destituée par le Sénat.

Lula, déjà poursuivi pour entrave à la justice, est maintenant accusé de corruption passive et de blanchiment d'argent. Le procureur l'a présenté comme le cerveau de l'affaire où sont impliqués la compagnie pétrolière nationale Petrobras et les géants du bâtiment-travaux publics.

La mise en cause de Lula par la justice et la droite vise avant tout à l'empêcher d'être candidat à l'élection présidentielle en 2018. Car, du fait de son passé, Lula a conservé une forte popularité dans les milieux populaires. À la fin des années 1970, il a animé les grandes grèves qui ont hâté la fin de la dictature, puis a fondé le Parti des travailleurs, qui réunissait alors des centaines de milliers de militants dans tout le pays, et la Centrale unique



des travailleurs, le syndicat qui encore aujourd'hui réunit les travailleurs les plus combatifs. Président de la République bénéficiant d'une période de prospérité économique, Lula avait lancé des programmes d'aide aux plus défavorisés : aide alimentaire pour les familles, aide à l'achat d'une maison, retraite des vieux. Des dizaines de millions de Brésiliens en bénéficient toujours.

Mais, la crise aidant, l'État et la bourgeoisie ont commencé à revenir sur ces mesures, sous l'égide du Parti des travailleurs et avec l'assentiment de Lula. Cela a sapé sa popularité, sans toutefois la détruire.

Alors, quoi qu'il en soit des aventures judiciaires de Lula, pour défendre leurs conditions de vie, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Vincent Gelas

Guadeloupe : meurtre d'un lycéen sur fond de délabrement social

Mardi 13 septembre, Yohann, un élève du lycée professionnel « Chevalier-de-Saint-Georges », du quartier de Baimbridge près de Pointe-à-Pitre, âgé de 15 ans, a été mortellement touché. L'agression fut commise par un jeune inactif, délinquant, âgé de 15 ans aussi. La rixe mortelle a eu lieu à proximité du lycée, près de la bretelle conduisant à la route de Sainte-Anne-Saint-François où le transport scolaire attend d'habitude les élèves venant de ces communes de Guadeloupe.

L'événement a aussitôt suscité une immense émotion dans toute l'île et encore une semaine après il n'est question que de cela dans toutes les discussions comme dans la presse locale. Car l'événement survient après, et du reste avant aussi, une série d'agressions. La liste des crimes, braquages, vols, viols, kidnappings, n'en finit pas. Les commerçants, dont certains en sont à leur énième braquage, sont excédés.

Vendredi 16 septembre, une marche blanche de 3 000 personnes fut organisée par les professeurs

et les autorités scolaires, préfet et proviseurs, avec une majorité d'élèves. Des parents d'élèves, des travailleurs ont aussi tenu à se joindre à cette marche. Des militants de Combat ouvrier, dont certains animent le journal *Rebelle*, y étaient aussi et ont distribué un tract.

La veillée mortuaire de Yohann, vendredi 16 au soir et son enterrement samedi matin 17 furent suivis par des milliers de personnes à Saint-François. Une nouvelle marche, appelée par un collectif « vigilance citoyenne » et certains intellectuels, était

prévue mercredi 21 dans l'après-midi à Pointe-à-Pitre. Les militants de Combat ouvrier et de *Rebelle* ont décidé de s'y joindre et d'y distribuer leurs tracts respectifs.

Les représentants de l'État, les présidents des assemblées locales, les parlementaires réclament régulièrement plus de policiers et de gendarmes. Ces derniers eux-mêmes déclarent qu'ils n'ont pas suffisamment de moyens pour faire face à l'insécurité grandissante. Soixante-dix gendarmes supplémentaires sont arrivés mardi 19 septembre. Ce n'est pas la première fois que ces renforts sont dépêchés sur les lieux les plus sensibles puis repartent après une mission ponctuelle. Certes, pendant leur présence la délinquance est moindre mais elle n'en finit pas pour autant. Alors, réclamé à grands cris par les principaux dirigeants locaux, Cazeneuve, ministre de

l'Intérieur, sera sur place au début octobre, comme si sa seule présence allait changer quelque chose.

Il n'est pas étonnant que toutes les personnalités en vue, dont les présidents des assemblées, députés, sénateurs et chefs de l'école, se soient exprimées jusqu'à présent en se contentant de s'indigner « contre la violence ». Les marches sont organisées « contre la violence ». À part les représentants de *Rebelle* et de Combat ouvrier, personne n'a osé mettre en cause la première des violences qui est le chômage de masse et la précarité. 60 % des jeunes sont inactifs. Cette situation est en très grande partie responsable de la pauvreté et de la délinquance. Et elle s'accompagne d'une dégradation générale et accélérée des services publics. De très nombreuses familles sont privées d'eau courante et régulière depuis des années. Tout se dégrade et donc les femmes

et les hommes aussi, surtout dans les milieux populaires. La désespérance augmente toujours plus. À côté de ces jeunes des quartiers pauvres, certains vivent dans le luxe et nourrissent donc d'autant plus les ressentiments de ceux qui sont privés de tout.

Pour changer les choses, il faudrait créer des dizaines de milliers d'emplois immédiatement, en urgence, aux Antilles. Pour ce faire, il faudrait enlever au patronat, aux riches, même une partie de leurs profits et des aides et subventions qui leur sont accordées. Mais cela, seule la force sociale collective des exploités, des travailleurs, des pauvres, des jeunes pourra le faire. C'est le chemin des quarante-quatre jours de grève générale, de manifestations et de révolte populaire de 2009 qu'il faudrait reprendre, en plus grand et mieux encore !

Pierre Jean-Christophe